

HYDROCARBURES, MINES, BANQUES ET ASSURANCES

Les secteurs les mieux rémunérateurs en Algérie

Le niveau des salaires nets mensuels (hors Agriculture et hors Administration) en Algérie est de 42 800 DA. Il est de 60 100 DA dans le public et de 34 900 DA dans le privé national, selon une les résultats de l'enquête annuelle sur les salaires auprès des entreprises Mai 2021 qui vient d'être publiée par l'Office national des statistiques (ONS). Par secteur d'activité, les salaires nets moyens mensuels sont plus élevés dans les industries extractives (hydrocarbures et mines) et les activités financières (banques & assurances) avec respectivement 111 800 DA et 62 800 DA. P 3



DE NOUVEAUX SERVICES
MODERNES POUR LES PASSAGERS
**L'Aéroport d'Alger à
l'ère de la digitalisation**



L'Aéroport d'Alger se modernise. D'importants projets de modernisation sont lancés par la Société de Gestion des Services et Infrastructures Aéroportuaires d'Alger (SGSIA) dans le but d'améliorer les prestations de services.

P 2

L'ALGÉRIE À UNE CROISSANCE
DE 3,8%

**Consolider les acquis
par de nouvelles
réformes**

Après le succès des réformes institutionnelle et juridique, il est maintenant nécessaire de consolider les acquis de cette période de transition, par de nouvelles réformes. Avec une croissance économique de 3,8%, l'Algérie ambitionne à présent d'inscrire cette tendance haussière dans la durée en plusieurs étapes par de successives générations de réformes.

P 5

MARCHÉ DES ASSURANCES
**Des réformes importantes
seront introduites en 2024**



Le marché algérien des assurances connaîtra, durant l'année en cours, des réformes importantes, à la faveur de l'adoption d'une nouvelle loi régissant le secteur, à même de promouvoir sa bonne gouvernance, en renforçant sa régulation et en développant l'assurance Takaful, a indiqué le ministre des Finances, Laaziz Faïd.

P 3

PÉTROLE

**Le Brent en
légère hausse à plus
de 83 dollars** P 2

ENIEM DE TIZI-OUZOU

**Une subvention de 3,5
milliards DA pour la
relance de l'activité** P 3

BLIDA

**Exportation
de 23 tonnes de verre
plat vers la Tunisie** P 16

PORTANT SUR PLUSIEURS
DOMAINES

Alger et Marseille
signent une
convention de
coopération

Une convention de coopération portant sur plusieurs domaines, a été signée, lundi, entre la wilaya d'Alger et la ville de Marseille (Sud de la France), en présence du wali, Mohamed Abdenmour Rabehi, et le maire Benoit Payan. La convention de coopération porte notamment sur "l'ingénierie urbaine, la valorisation du patrimoine, la préservation de l'environnement, et le sport", a précisé M. Rabehi, soulignant qu'il s'agit d'"axes prioritaires qui pourraient être élargis à d'autres domaines en fonction des attentes des populations des deux villes". Le wali d'Alger a fait part, à cette occasion, de son engagement à "ne ménager aucun effort" en vue de favoriser une approche portant sur un développement durable d'Alger et de Marseille, "deux villes majestueuses" de la Méditerranée, a-t-il dit. Dans l'objectif de faire d'Alger une grande capitale méditerranéenne, les autorités ont lancé quatre plans d'aménagement, de réhabilitation et de modernisation, des plans qui permettront de réhabiliter son tissu urbain, de moderniser ses réseaux de transport et de réaménager sa façade maritime. Dans une déclaration en marge de la cérémonie de signature de la convention, le maire de Marseille a salué "la volonté politique" des deux parties pour renforcer la coopération à travers des projets au profit des citoyens de ces deux grandes villes méditerranéennes. Durant son séjour à Alger, la délégation française, conduite par le maire de la ville de Marseille, effectuera des visites dans plusieurs monuments de la capitale, entre autres, la Basilique de Notre Dame d'Afrique, la Casbah, le Jardin d'Essais, le musée des Beaux Arts et le Sanctuaire des martyrs.

DE NOUVEAUX SERVICES MODERNES POUR LES PASSAGERS

L'Aéroport d'Alger
à l'ère de la digitalisation

L'Aéroport d'Alger se modernise. D'importants projets de modernisation sont lancés par la Société de Gestion des Services et Infrastructures Aéroportuaires d'Alger (SGSIA) dans le but d'améliorer les prestations de services.

Par Slimane T.

Des nouveaux services digitaux sont en cours de déploiement, a annoncé le Pdg de la société, Saïd Mokhtar Mediouni, lors d'une déclaration à la radio nationale « Chaîne I ». En effet, l'objectif c'est de mettre l'Aéroport d'Alger aux normes internationales, en le préparant à être un véritable hub. Les compagnies aériennes étrangères s'intéressent de plus en plus à l'aéroport d'Alger, selon l'intervenant. Ce dit que le hub a commencé à fonctionner réellement et « nous devons bien se préparer pour l'avenir ». Le nombre de passagers ayant transité par l'aéroport d'Alger, est en nette progression. Il devrait atteindre 9,4 millions de passagers, avant la fin de l'année, tout en rappelant l'enregistrement de 8,6 millions de passagers en 2023. L'intervenant a noté qu'une proposition d'accord a été soumise au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui comprend un partenariat

entre l'Institut d'intelligence artificielle et la SGSIA afin de travailler ensemble pour moderniser l'installation, améliorer les conditions des voyageurs et donner une opportunité aux étudiants universitaires. Mediouni a révélé l'intention de la société de lancer une application électronique, qui fournira aux voyageurs des informations précises sur les heures de décollage et d'atterrissage des avions, ainsi que sur les vols programmés au niveau de l'aéroport. Cette application mobile sera mise en service dans les prochains jours. D'autre part, Mediouni a révélé le lancement d'un programme de numérisation qui comprend la possibilité de délivrer un billet d'embarquement en 10 secondes, en utilisant la carte nationale d'identité, soulignant l'introduction de deux projets, le premier lié à l'enregistrement des marchandises et l'autre lié à technologie de reconnaissance faciale, afin de faciliter le processus d'arrivée des passagers et de réduire les temps d'embarquement. Concernant la saison du

Hadj, le PDG de SGSIA a souligné que tous les services étaient fournis aux pèlerins pour faciliter leur transport vers les Lieux saints, où des mesures spéciales étaient prises concernant les accompagnateurs des pèlerins, et que tous les services dont ils avaient besoin étaient fournis en dehors de l'aéroport. Par ailleurs, le responsable a promis «un accueil dans les meilleures conditions » pour les passagers. À leur arrivée dans l'aéroport d'Alger, les voyageurs vont bénéficier d'un service d'orientation, annonce le premier responsable de l'aéroport international Houari Boumédiène d'Alger. «On a recruté des jeunes qui seront mobilisés pour orienter les voyageurs», indique-t-il. Pour les reconnaître, ces agents, dédiés à l'orientation des voyageurs, seront vêtus de T-shirt portant la mention « Ask Me ». Ces agents, chargés d'orientation, seront déployés dans de nombreux points stratégiques de l'aéroport d'Alger, notamment au niveau des halls d'arrivée et de départ, jusqu'aux parkings.

PÉTROLE

Le Brent en légère hausse à plus de 83 dollars

Les prix du pétrole montaient légèrement lundi, poussés par les tensions géopolitiques, les investisseurs attendant cependant aussi des données clefs sur l'inflation aux Etats-Unis plus tard dans la semaine. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet prenait dans la matinée 0,27% à 83,01 dollars. Son équivalent

américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, gagnait 0,35% à 78,53 dollars. Les deux références mondiales du brut profitaient encore de plusieurs facteurs haussiers de la semaine dernière comme les tensions géopolitiques, les chiffres des exportations/importations chinoises, la baisse imprévue des

stocks de pétrole brut aux Etats-Unis. Ces facteurs "ont fait naître le spectre d'une demande croissante et d'une réduction de l'offre", commentent des analystes. Les gains du pétrole restent cependant tempérés par les déclarations de la présidente de l'antenne de Dallas de la Réserve fédérale américaine (Fed), Lorie Logan, prévenant qu'il était trop tôt

pour envisager des réductions de taux. Or, des taux d'intérêt plus élevés ralentissent généralement l'activité économique, ce qui pourrait affaiblir la demande de pétrole, expliquent les spécialistes du marché. "Les données sur l'inflation attendues cette semaine serviront indéniablement d'indicateur de l'action possible de la Fed", estiment-ils.

HAUT CONSEIL ISLAMIQUE

Appel à l'exploitation de la finance islamique en tant que vecteur du développement économique

Les participants à la conférence nationale interactive sur "La finance islamique et son rôle dans le développement économique", organisé au complexe la Gazelle d'or dans la wilaya d'El Oued, ont appelé à l'exploitation de la finance islamique en tant que vecteur du développement économique. Dans son allocution à l'ouverture d'une rencontre de sensibilisation, destinée aux opérateurs économiques, le président du Haut Conseil islamique (HCI), Bouabdallah Ghlamallah, a affirmé

qu'une consultation juridique est assurée dans le domaine agricole à ceux qui désirent bénéficier de la finance islamique. Il est revenu, dans ce sens, sur l'importance de la finance islamique dans la réalisation d'un développement économique équilibré, à même d'encourager trois activités en relation directe avec l'investissement agricole, à savoir la production, la commercialisation et l'exportation. M. Bouabdallah a mis en avant les avantages de la numérisation des transactions financières au niveau des

banques, car constituant un mécanisme efficace de stabilité des marchés financiers et de régulation des opérations de vente-achat, de par sa contribution à l'éradication du marché parallèle. Le membre du HCI, Dr. Saïd Bouizri a souligné que le système juridique algérien est en mesure d'encadrer le produit de la finance islamique et de stimuler la masse monétaire dormante. Revenant aux textes juridiques régissant le système de la finance islamique, l'intervenant a indiqué que chaque banque dispose d'une

instance chargée de veiller au respect des critères religieux. Organisée par le HCI, en coordination avec la Chambre d'agriculture de la wilaya d'El Oued, l'Université Echahid Hamma, la Conférence nationale interactive sur "La finance islamique et son rôle dans le développement économique" s'est tenue, dimanche avec la participation de plusieurs banques, en l'occurrence Al Salam Bank, Al Baraka et la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR).

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Saïd , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

HYDROCARBURES, MINES, BANQUES ET ASSURANCES

Les secteurs les mieux rémunérateurs en Algérie

Le niveau des salaires nets mensuels (hors Agriculture et hors Administration) en Algérie est de 42 800 DA. Il est de 60 100 DA dans le public et de 34 900 DA dans le privé national, selon une les résultats de l'enquête annuelle sur les salaires auprès des entreprises Mai 2021 qui vient d'être publiée par l'Office national des statistiques (ONS).

Par Sirine R

En 2021, le salaire moyen mensuel net tous secteurs juridiques confondus a évolué de 1,4% par rapport à 2020. Globalement, le salaire moyen mensuel net enregistre en 2021 une faible progression par rapport à celles observées ces dernières années. Par qualification, cette hausse est de 1,1% pour les cadres, 1,4% pour les agents de maîtrise, et de 1,5% pour le personnel d'exécution. Au niveau national, le salaire de base représente en moyenne 58% et les primes et indemnités 42% de la rémunération brute totale. Par secteur d'activité, les salaires nets moyens mensuels sont plus élevés dans les industries extractives (production et services d'hydrocarbures, mines-carrières) et les activités financières (banques & assurances) avec respectivement 111 800 DA et 62 800 DA, soit 2,6 et 1,5 fois le salaire net moyen global. Ceci s'explique par le fait que les entreprises faisant partie de ces secteurs emploient beaucoup de diplômés et qu'ils aient plus de facilité que d'autres pour payer leur personnel

(un système de rémunération spécifique). Par contre, les secteurs de la «construction», de «l'immobilier et services aux entreprises» enregistrent les salaires moyens les plus faibles avec respectivement 32 500 DA et 35 700 DA soit 76%, 83% du salaire net global. L'une des causes essentielles est la forte composante du personnel d'exécution, ce qui tire vers le bas le salaire moyen de ces secteurs, selon cette enquête. Par qualification, «on enregistre globalement un salaire net moyen de 82 900 DA pour les Cadres contre 50 300 DA pour le Personnel de Maîtrise et 30 800 DA pour un Salarié d'Exécution. Ainsi, un cadre gagne en moyenne presque le double (1,93) du salaire net moyen global, un salarié du personnel de maîtrise gagne 1,17 fois le salaire net moyen global alors que le personnel d'exécution n'en perçoit que 72%. Néanmoins, dans les industries extractives, le salaire moyen du personnel d'exécution est 2,5 fois le salaire net moyen de l'ensemble du personnel d'exécution et 1,8 fois le salaire net moyen global». Par ailleurs, on remarque que dans les «industries extractives» et la «santé», les cadres sont les mieux rémunérés avec respective-

ment 135 600 DA et 99 500 DA. Les disparités salariales entre catégories de personnels sont différentes selon les sections ; le salaire net des cadres dans les sections "santé", "immobilier et services fournis aux entreprises" et "construction" atteint le double du salaire net moyen global de leur sections respectives. Par contre, le salaire net moyen du personnel d'exécution dans ces sections ne représente respectivement que 53%, 85% et 84%. Les disparités salariales selon le niveau de qualification restent relativement fortes. Un cadre dans le secteur public perçoit un salaire net moyen de 90 900 DA soit 2,2 fois le salaire net d'un agent d'exécution. Le salaire des agents de maîtrise et du personnel d'exécution sont respectivement de 66 400 DA et 41 200 DA. Le secteur privé enregistre une hausse de salaire légèrement importante dans les sections "transport et communication" et "construction" par rapport aux autres sections (+1,4% 1,3%). Par ailleurs, les cadres de la section "industrie manufacturière" ont bénéficié d'une augmentation relativement importante (+3,2%) comparativement au personnel d'exécution (+0,2%).

ENIEM DE TIZI-OUZOU
Une subvention de 3,5 milliards DA pour la relance de l'activité

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, en visite lundi à Tizi-Ouzou a annoncé l'octroi d'une enveloppe de 3,5 milliards DA au profit de l'Entreprise Nationale des Industries de l'Electroménager (ENIEM). Le ministre, à qui un plan de redressement a été présenté par les responsables de l'entreprise, a indiqué que "l'Etat a décidé d'octroyer une subvention de 3,5 milliards DA pour la relance de l'activité de l'Entreprise qui connaît d'énormes difficultés depuis quelques années". M. Aoun, qui a rappelé "les efforts colossaux de l'Etat" pour la sauvegarde de ce fleuron de l'industrie nationale, a instruit les responsables de l'ENIEM d'utiliser cette enveloppe pour "produire de la valeur" et "garantir la pérennité de l'activité" du complexe. Il a, à ce propos, interdit à cette entreprise toute activité de sponsoring au profit des clubs sportifs et autres activités. "Chaque dinar devra être utilisé au profit de l'entreprise", a-t-il dit. Le complexe électroménager connaît des difficultés depuis plusieurs années avec une baisse de sa capacité de production et cumule une dette de près de 5 milliards DA auprès de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) qui fait l'objet d'un plan de rééchelonnement depuis 2021. Lors de sa dernière visite dans la wilaya en août 2023, M. Aoun avait évoqué l'ouverture du capital de l'entreprise pour un partenariat, national ou étranger, afin de maintenir son activité.

MARCHÉ DES ASSURANCES

Des réformes importantes seront introduites en 2024

Le marché algérien des assurances connaîtra, durant l'année en cours, des réformes importantes, à la faveur de l'adoption d'une nouvelle loi régissant le secteur, à même de promouvoir sa bonne gouvernance, en renforçant sa régulation et en développant l'assurance Takaful, a indiqué le ministre des Finances, Laaziz Faïd. Dans un entretien accordé récemment à la revue asiatique spécialisée dans les assurances, Asia Insurance Review, le ministre a précisé que parmi les réformes principales attendues dans ce cadre, la mise en place d'une autorité de supervision du marché "plus autonome et davantage indépendante". Cette autorité devrait "conférer au marché des assurances une

plus grande transparence et une neutralité totale, en faisant le distinguo entre les missions de l'Etat régulateur et contrôleur et celles de l'Etat actionnaire unique dans les sociétés publiques d'assurance". L'année 2024 devrait, en outre, voir l'assurance Takaful connaître un plus grand essor, grâce à l'ancrage juridique renforcé de ce segment, ce qui permettra à cette forme d'assurance de "jouer un meilleur rôle dans la dynamisation de la sphère financière et le renforcement du développement des produits bancaires alternatifs", a-t-il soutenu. Bénéficiant d'un environnement réglementaire nouveau et adéquat, la e-assurance connaîtra, à son tour, un bond qualitatif, encouragée par l'usage de plus en plus ré-

pandu de la numérisation et des supports digitaux dans la sphère assurantielle. La mise en application de la nouvelle loi des Assurances se traduira, aussi, dans la sphère commerciale par la réintroduction de l'obligation d'assurance des marchandises et des biens d'équipements importés par voie aérienne ou maritime, auprès d'une société d'assurance agréée en Algérie, a avancé M. Faïd. L'assurance Incendie sera, par ailleurs, élargie à tous les opérateurs tant publics que privés, a-t-il poursuivi, citant, entre autres mesures qui seront concrétisées cette année, la consécration de l'assurance Takaful, et l'obligation pour les sociétés d'assurance de mettre en place un système de contrôle interne ayant

pour objet l'identification, l'évaluation, la gestion et le suivi des risques. Le ministre a évoqué, dans le même sillage, la mise en place d'un système de lutte contre le blanchiment d'argent, de l'ancrage juridique de la lutte contre la fraude à l'assurance, la prédilection en assurance automobile de l'indemnisation amiable avant le recours à la justice, du barème revu d'indemnisation des dommages corporels, avec l'allègement du dispositif d'assurance contre les effets des Catastrophes Naturelles (Cat-Nat), en donnant la possibilité aux sociétés d'assurance d'indemniser les victimes même en l'absence de l'Arrêté portant déclaration de l'état de catastrophe naturelle. Parmi les autres réformes citées, la

soumission des provisions techniques des sociétés d'assurance à une certification par un actuaire agréé et l'obligation, en matière de construction, de souscrire une assurance Responsabilité Civile (RC) Décennale dès l'ouverture du chantier. Les assurances liées au secteur de l'agriculture ne sont pas en reste, a tenu à souligner le ministre, du fait qu'un dispositif d'assurance des calamités agricoles, élaboré dans le cadre d'un large programme de concertation menée par le Conseil National des Assurances, devrait être introduit dans le schéma global des assurances en Algérie.

R E.

BOUDERBA MOHAMED MONCEF, VICE PRÉSIDENT CAPC

« Nous plaidons pour une industrie participative »

Le vice-Président de Confédération algérienne du patronat citoyen, Moncef Mohamed Boudierba, a plaidé pour une industrie nationale participative sans distinction comme prévue par la loi, dont le public que le privé travaille ensemble pour le développement et la relance de ce secteur en Algérie. « Nous considérons les déclarations faites, dimanche au Forum d'El Moudjahid, par le ministre de l'Industrie et de la production pharmaceutique comme une mise au point nécessaire, en mettant en avant les faiblesses et points forts de notre industrie. C'est une déclaration qui prend en considération effectivement le bilan de la production industrielle en 2023», indique Boudierba dans une déclaration accordée au quotidien « Les En-

jeux Eco». Selon notre interlocuteur, le ministre a fait un diagnostic assez sévère sur le secteur public «qui mérite une intension particulière dans son organisation afin de transformer ce secteur industriel pourvoyeur de postes d'emploi et le transfert technologie, en souhaitant l'association du secteur privé dans le programme de relance à travers le partenariat public-privé (PPP) prôné par le président de la République». Et d'ajouter : « Nous considérons également que cette déclaration concernant la mise en place d'une économie performante associant tous producteurs de tous secteurs industriels est une excellente initiative pour la relance de l'industrie nationale qui souffre effectivement d'un

certaines nombres d'insuffisances en particulier chez le secteur public. Nous considérons que le diagnostic a été également fait aussi pour la priorisation des secteurs clés tels que le Ciment, le fer, la céramique. Des secteurs dont les retours de l'investissement est intéressant surtout au niveau des exportations». Pour lui, c'est un langage très novateur et porteur d'espoir pour comprendre les enjeux d'une industrialisation intelligente qui prend en considération le retour des investissements gagnant-gagnant et la concrétisation d'une industrie participative sans distinction comme prévue par la loi. « Nous à la CAPC, nous adhérons à cette démarche et soutenons cette vision stratégie qui va mettre en valeur toutes les potentialités de notre industrie don-

nant espoir pour la création d'emploi et de richesse pour notre pays », souligne Bourdeba, en indiquant que la remise en marché du programme d'investissement des mines est fondamentale dans le cadre d'une intégration intelligente de moyens et outils de production algérien qui doit être capable d'utiliser toutes les matières premières que regorge l'Algérie. Indiquant que le partenariat entre le privé et public algérien et avec des pays amis de l'Algérie, l'intervenant a affirmé que l'exploitation optimale de nos richesses « nous permettra d'aller vers une économie de performance». Il a ainsi appelé à la poursuite des efforts pour le développement du secteur agricole qui est le garant de notre sécurité alimentaire.

S R.

PRIX DE LA MEILLEURE INNOVATION 2024
Le groupe Saidal primé

Le prix de la meilleure innovation 2024 dans le secteur pharmaceutique a été décerné au leader de la production pharmaceutique, Saidal en reconnaissance de sa contribution majeure à l'avancement de l'industrie pharmaceutique algérienne, notamment grâce à son centre de Bioéquivalence "équival biocenter "

Le Groupe Saidal a été distingué lors du salon Hidhab Pharma expo, qui s'est tenu du 9 au 11 mai 2024 à Sétif pour son engagement exceptionnel dans l'innovation pharmaceutique en Algérie.

Ce prix prestigieux souligne l'engagement continu de notre entreprise à développer des produits pharmaceutiques de haute qualité, accessibles et répondant aux besoins des patients algériens. Le Groupe Saidal est fier de cette reconnaissance et continuera à œuvrer pour l'excellence dans le domaine pharmaceutique afin de contribuer à l'amélioration de la santé publique en Algérie.

PÊCHE

Autorisation d'importation de moteurs de navire

Le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques a appelé, dimanche dans un communiqué, les pêcheurs et les armateurs désirant bénéficier des mesures relatives à l'importation des moteurs de navire de moins de 5 ans, prévues dans la loi de finances de 2024, à se rapprocher de ses services à travers le territoire national, pour se renseigner et procéder au dépôt des dossiers.

« Conformément aux mesures contenues dans la loi de finances de 2024, le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques appelle les pêcheurs et les armateurs désirant importer des moteurs de navire d'occasion de moins de 5 ans, à se rapprocher des directions et des chambres de la Pêche et de l'aquaculture à travers le territoire national, pour se renseigner et procéder au dépôt des dossiers », a indiqué le communiqué.

Cette mesure qui revêt une « grande importance » permettra de « résoudre les problèmes rencontrés par les pêcheurs et les armateurs, compte tenu des nombreuses pannes mécaniques enregistrées notamment dans les vieux navires », ce qui est à même de contribuer à « l'amélioration du rendement de la flotte de pêche et à l'augmentation du volume de la production halieutique nationale », selon la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

ENERGIE

Une délégation kenyane visite le groupe Sonatrach et ses structures

Une délégation kényane du secteur de l'énergie effectuée depuis, mardi dernier, une visite en Algérie, ponctuée de plusieurs rencontres et déplacements au siège de la direction générale du groupe Sonatrach et ses structures, a indiqué, hier, le groupe dans un communiqué.

La visite de la délégation, accompagnée de cadres du ministère de l'Energie et des mines et de l'ambassadeur du Kenya en Algérie, Peter Katana Angore, s'inscrit dans le cadre de la consolidation des relations bilatérales entre l'Algérie et le Kenya et du renforcement des domaines de coopération bilatérale, ajoute la même source.

Dans le cadre de cette visite, la délégation kényane s'est rendue le 9 mai au siège de la direction générale de Sonatrach, où elle a écouté un exposé sur les filiales du groupe et eu des entretiens avec les représentants de la direction Marketing du groupe Sonatrach. Après avoir rencontré le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi, la délégation s'est rendue dans la wilaya de Boumerdes pour visiter l'Institut algé-



rien du pétrole (IAP) et la Direction centrale de la recherche et du développement du groupe. La délégation s'est rendue le lendemain, à Hassi Messaoud où elle a écouté un exposé sur un gisement pétrolier et visité certaines structures dans la région pour s'enquérir des mesures et pratiques liées à la politique de sécurisation des structures. Le programme de visite a inclus également la région de Hassi R'mel, où la délégation a visité un champ gazier et certaines struc-

tures dans la région, indique le communiqué, précisant que la mission a écouté un exposé sur l'activité de transport par canalisations et visité le centre national de distribution du gaz, avant de se rendre dans la wilaya d'Oran.

Lors de sa visite, effectuée dimanche, dans la wilaya d'Oran, la délégation kenyane a reçu des explications sur l'activité de liquéfaction et de séparation de gaz avant de se rendre au pôle industriel d'Arzew et à ses structures de production de gaz naturel liquéfié et d'urée ainsi que d'autres produits. La délégation s'est déplacée, l'après-midi, à la Sonatrach Management Academy. Cette visite s'achève lundi à Alger, où la délégation se rendra au siège de la société NAFTAL, filiale du groupe Sonatrach, a indiqué la même source, qui a rappelé que l'Algérie et le Kenya comptaient parmi les membres fondateurs de la Commission africaine de l'énergie relevant de l'Union Africaine. Cette visite affirme «la volonté des responsables kenyans du secteur de l'énergie de s'imprégner de l'expérience algérienne en la matière», conclut-il.

SUSTAINABLE ECONOMY FORUM « SEF »

Holcim El-Djazair reçoit le prestigieux prix de l'entreprise décarbonée

Holcim El-Djazair a été honorée hier lors de la cérémonie de remise des prix du Sustainable Economy Forum « SEF », où elle a reçu le prix de « l'entreprise décarbonée », récompensant ainsi ses efforts significatifs en faveur de la durabilité et d'un impact environnemental positif. En tant que pionnier en Algérie, Holcim El-Djazair s'est concentré sur la réduction des émissions de dioxyde de carbone dans la production de ciment. Grâce à ses initiatives novatrices, l'entreprise a réussi à réduire de plus de 40 % les émissions de CO2 par tonne de ciment grâce à sa marque CHAMIL™ ECOPlanet. De plus, elle progresse considérablement dans le remplacement de l'énergie thermique par des combustibles alternatifs via son activité Geocycle™, contribuant ainsi à la réduction des émissions directes de CO2.

Par ailleurs, Holcim El-Djazair a réalisé une réduction de 100% de ses besoins électriques sur son usine de production de sacs en kraft à Bordj Bou Arreridj, dans le cadre de son engagement en faveur de l'efficacité énergétique de ses installations. En outre, Holcim El-Djazair étudie également de nouvelles technologies innovantes, telles que les technologies de captage, d'utilisation et de stockage du CO2 « CCUS », dans le but d'atteindre un bilan carbone neutre. Ces technologies offrent des perspectives prometteuses pour l'Algérie en matière de lutte contre le

changement climatique. Les technologies « CCUS » constituent un sujet d'actualité crucial et une opportunité prometteuse pour l'Algérie, qui bénéficie de ressources locales abondantes. Elles lui offrent l'accès à de nouvelles opportunités d'exportation, permettent d'attirer d'importants investissements, de créer des emplois tout en soutenant les ambitions de décarbonation du pays et en stimulant son

économie. Holcim El-Djazair est extrêmement fière de recevoir ce prix prestigieux, qui témoigne de son engagement envers la durabilité environnementale. L'entreprise continue de servir de modèle pour l'industrie cimentière en incarnant l'esprit d'innovation et en démontrant un engagement indéfectible envers un avenir plus durable.

Mercuriale

وزارة التجارة وترويجية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 13 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Mai 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أقصى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	81	92	70	البطاطا
	Tomate	69	79	60	الطماطم
	Oignon sec	102	112	93	البصل الجاف
	Ail sec	454	518	390	الثوم الجاف
	Ail vert	111	125	98	الثوم الأخضر
	Carotte	73	81	65	الجزر
	Navet	91	101	81	لفت
	Petit pois	241	262	220	الجنينة
	Fève verte	99	110	89	الفول الأخضر
	Courgette	102	113	91	الكوسة
	Haricot vert	307	331	283	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	99	110	88	الكرس
Fruits frais	Pomme locale	448	556	339	التفاح المحلي
	Datte	542	666	418	التمر
	Orange	175	221	130	البرتقال
	Citron	158	177	139	الليمون
	Banane	409	422	397	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1682	1801	1564	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	402	415	389	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)

L'ALGÉRIE À UNE CROISSANCE DE 3,8%

Consolider les acquis par de nouvelles réformes

Après le succès des réformes institutionnelle et juridique, il est maintenant nécessaire de consolider les acquis de cette période de transition, par de nouvelles réformes. Avec une croissance économique de 3,8%, l'Algérie ambitionne à présent d'inscrire cette tendance haussière dans la durée en plusieurs étapes par de successives générations de réformes.

Par Réda Hadi

C'est du moins l'avis de Mahfoud Kaoubi, expert en questions géo-économiques et financières, qui estime que ce résultat est déjà le fruit de réformes jusque-là engagées, ces trois dernières années, et inscrites au programme du président de la République en vue d'atteindre les objectifs assignés pour 2027. Un résultat absolument à consolider par d'autres réformes. Cet expert qui s'est exprimé chez nos confrères de la radio nationale, a jugé utile de rappeler qu'il faut consolider les acquis. Certes, les réformes donnent leurs fruits en terme de croissance, mais celle-ci doit être améliorée et s'inscrire dans la durée. Les choix pris dans le cadre de la nouvelle loi des investissements, vont dans le bon sens et sont nécessaires pour porter les investissements. Pour cet expert, il faut consolider cette croissance par une démarche qualitative, particulièrement pour l'industrie et l'agriculture, car notre croissance a surtout une origine tertiaire (services), et surtout lui adosser les plans tant nationaux que communaux de croissance, en cours d'élaboration. A cela, M Kaoubi appelle le secteur privé à plus d'intégration. Aussi, a-t-il tenu de rappeler qu'il faut inscrire la croissance économique réalisée dans la durée par une nouvelle génération de réformes et souligne les pas engagés et qui ont été déterminants dont « un ajustement de la sphère juridique favorable à l'investissement à travers la loi sur l'investissement touchant notamment à des secteurs constituant des priorités pour l'Etat ». Il cite à ce titre la batterie des actions réalisées pour la création d'un environnement favorable à l'investissement dont



les facilitations accordées pour le financement des projets, mais également le processus de transformation numérique. Pour l'orateur, c'est une nouvelle étape que doit franchir le pays pour continuer le chantier des réformes économiques. Après les réformes menées sur le plan institutionnel et juridique, place à un nouveau chantier de réformes, et pas des moindres, celui touchant à la sphère réelle de l'économie. Dans ses déclarations, il a souligné la nécessité de consolider les acquis de la première étape de réformes institutionnelles et juridiques. Signalant le fait que l'Algérie ait pu enregistrer, durant les trois dernières années, des taux de croissance positifs (une moyenne de 3 %), il a appelé à entamer des réformes concrètes pour hisser ce taux de croissance à 7 et 8 %.

Quelles réformes faut-il alors mener ?

Pour M. Kaoubi, les réformes de deuxième génération doivent toucher la sphère réelle de l'économie nationale. Il

s'agit, en premier lieu, d'accélérer la réforme financière en réhabilitant l'environnement bancaire avec la logique du marché. « L'économie de marché a besoin d'un secteur financier beaucoup plus dynamique, offensif en matière de prise de décision et moins bureaucratisé », a-t-il précisé. La réforme du système de taux de change s'impose également, selon l'expert qui dit que « le système actuel est déconnecté avec la réalité des prix et celle des valeurs ». Il est aussi question de mettre en œuvre le chantier de la réforme industrielle. Bien que les lignes directrices aient été tracées dans la réglementation relative à l'investissement, il est nécessaire de décider ce qu'on veut développer comme industrie, selon l'expert qui rappelle que la mise en place du plan national d'investissement tarde à voir le jour. Il est aussi nécessaire, dans le cadre des réformes de seconde génération, de résoudre les problèmes importants de l'économie nationale, et le secteur marchand de l'Etat doit avoir une réponse claire à ce sujet afin d'amorcer un retour à la croissance. Le secteur marchand de l'Etat consomme quelque chose comme 5 000 milliards de financements bancaires, mais aussi des assainissements à répétition qui ne donnent pas les résultats escomptés en termes de retour sur investissement. Cette décision attend les décideurs pour cette nouvelle étape en vue d'amorcer la croissance », a estimé l'expert en questions économiques et financières, lequel a indiqué que la performance en matière de décision et de gouvernance doit prendre en considération la question du temps, car on perd de l'argent lorsqu'on tarde à prendre la décision.

JOURNÉE PARLEMENTAIRE Boughali insiste sur la réforme du système de préparation du budget

Le président de l'Assemblée populaire nationale, Ibrahim Boughali, a indiqué que le passage de l'Algérie du mode de budgétisation par moyens au mode de budgétisation par programmes et objectifs est considéré comme l'un des enjeux majeurs pour réformer le système budgétaire. La corrélation de l'obligation du résultat avec le coût financier le plus bas possible constitue la nouvelle base de l'administration publique pour le budget. Dans son discours lors d'une journée parlementaire organisée, par la Commission des Finances de l'Assemblée populaire nationale, M.Boughali a expliqué que l'instauration de l'Etat de droit et la consécration des règles de transparence dans la gestion des fonds publics ne peuvent aboutir que dans le cadre d'approbation d'un système législatif intégré et d'adoption des règles de gouvernance en matière de préparation, de contrôle et de suivi des politiques publiques, d'établissement d'une culture de lutte contre la corruption et d'élaboration de programmes et de mesures pour la prévenir. Le président de la Chambre basse du Parlement a indiqué que la modernisation du système budgétaire en Algérie est considérée comme une étape importante vers des mécanismes de gestion publique basés sur la gouvernance, l'efficacité, l'efficience, la responsabilité, la transparence, le contrôle et la performance en allouant les dépenses publiques aux principaux programmes et sous-programmes qui contribuent directement à la réalisation des objectifs de la politique publique. Ces programmes ont des objectifs précis dont la réalisation est mesurée par des indicateurs de performance, et le passage d'une logique de moyens à une logique de résultats. La nouvelle présentation du budget et de ses documents ajoute plus de transparence et de rigueur à la gestion des affaires publiques.

Synthèse R E.

EXPORTATION DU CIMENT

24 milliards de DA engrangés par le groupe GICA

Le chef de la Division partenariat marketing communication et commerciale chez le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), Azeddine Asfirane, a indiqué, hier, que l'Algérie est passé de pays importateur de ciment à un pays exportateur de ciment grâce au développement du Groupe qui a investi dans l'ensemble de ses filiales. Lors de son passage sur les ondes de la radio nationale «chaîne 2», M. Asfirane a affirmé que « le Groupe GICA et d'autres opérateurs qui activent dans ce secteur ont réussi à produire, durant l'exercice 2023-2024, quelques 40 millions de tonnes de ciment, dont 19,5 millions de tonnes sont produits par le Groupe

GICA. C'est vous dire que l'Algérie est un pays exportateur de ciment par excellence ». Soulignant que les besoins du marché local avoisinent 22 millions de tonnes de ciment, l'intervenant a expliqué que « le reste de production est destiné à l'exportation, ce qui permet à notre pays d'engranger des devises, alors que nous importions, il y a quelques années du ciment pour subvenir à nos besoins (...) GICA, à lui seul, a engrangé 24 milliards de dinars ». Abordant la qualité des produits, M. Asfirane a relevé que « le ciment produit par le Groupe GICA est d'une excellente qualité », rappelant que le Groupe GICA a obtenu la certification européenne

(CE) qui confère une bonne qualité des produits et leur compétitivité sur le marché international, à commencer par l'Europe. Il citera, entre autres, le ciment utilisé dans les puits de pétrole qui, jusqu'en 2019, était importé par l'Algérie. « Aujourd'hui, nous le produisons à Ain Kebra grâce à notre expertise et aux ressources humaines qualifiées, formées localement. Du coup, on investit dans la recherche et le développement pour s'adapter aux besoins du marché national pour réduire les importations », notant que « pour produire le ciment pétrole, il faut, au préalable, obtenir une certification américaine ». Révélant l'existence d'un projet relatif à

l'usage du ciment dans le revêtement des chaussées à la place du bitume, M. Asfirane a indiqué « la longévité du ciment est meilleure que le bitume. Nous sommes entraînés de réfléchir pour aller vers cette option, d'autant que GICA produit du granulat et du béton prêt à l'emploi (BPE) ». Au plan du respect des normes environnementales, l'invité de la Radio Algérienne a mis en avant le fait que « toutes les cimenteries du Groupe GICA sont équipées de filtres à manche de dernière génération. Mieux, nous avons dépassé la norme exigée en matière de dépollution des rejets ».

R E.

TIMIMOUN

Une récolte de 350.000 QX de céréales attendue cette saison

Une production de 350.000 quintaux (QX) de céréales est attendue à la faveur de la campagne moissons-battages pour cette saison agricole 2023/2024 qui se poursuit dans la wilaya de Timimoun, selon la direction locale des services agricole (DSA). Cette production devrait connaître cette saison une importante hausse (27%) imputée, par la DSA, à l'extension de la surface emblavée cette saison qui est passée de 6.316 ha à plus de 8.331 ha irrigués sous-pivot. Le directeur des services agricoles, Tewfik Benmansour, a fait savoir que cette amélioration de la production est également le fruit des mesures incitatives préconisées par l'Etat en direction de promoteurs agricoles, notamment les céréaliculteurs, le traitement rapide des dossiers et la solution des contraintes rencontrées auparavant.

A ces actions d'encouragement et de développement de la filière céréalière vient se greffer l'électrification des périmètres agricoles, soit un taux de 95% des exploitations, en vertu du programme national du ministère de l'Agriculture et de Développement rural, a fait part, de son côté, le directeur de l'énergie et des mines (DEM) de Timimoun, Seddik Oussif. Dans le but d'assurer la réussite de cette campagne, il est fait état de la mobilisation de 15 moissonneuses-batteuses et de plus de 40 camions pour l'acheminement des récoltes vers les silos, a indiqué le directeur de la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de la wilaya, Mokhtar Yaichi. Intervenant lors du lancement de la campagne moissons-battage, le wali de Timimoun, Benamar Souana, a souligné que « les portes demeurent ouvertes à la satisfaction des promoteurs agricoles désirant investir dans cette wilaya aux importantes potentialités, notamment les surfaces arables et les atouts hydro-édaphiques ».

ASSURANCE DE LA TOMATE INDUSTRIELLE À ANNABA

Les cultivateurs appelés à la vigilance

Dans le cadre de sa politique de proximité inscrite dans son plan stratégique 2020-2024, la Caisse Nationale de Mutualité Agricole (CNMA Assurance), antenne d'Annaba, poursuit sa campagne de sensibilisation en étant présente sur le terrain.

Elle a organisé donc, une rencontre à Aïn El Berda, sous le thème : « Assurance de la tomate industrielle : outil de modernisation d'une filière stratégique ». Cette rencontre qui s'est déroulée à la maison de jeunes de la commune d'Aïn El Berda a drainé plusieurs cultivateurs de tomate industrielle, entre autres. Etaient présents lors de cet événement des représentants de la CRMA qui saisissent chaque occasion pour mettre en exergue le rôle primordial que joue l'assurance dans la protection des investissements, la garantie des revenus et la durabilité des activités. Les intervenants ont ainsi réitéré l'importance de l'assurance pour les agriculteurs en raison de l'incertitude des récoltes et des conditions climatiques. La CNMA Assurance, en tant qu'acteur économique proche de ses clients, se positionne comme un « assureur conseil », soucieux de les aider à

identifier et à maîtriser les risques de leurs métiers et de leurs exploitations. Cela est fait en les incitant à intégrer la culture de l'assurance dans leurs activités. À travers ces événements, la CNMA Assurance aspire à affirmer sa position sur le marché des assurances et démontre qu'elle offre une gamme de produits conçus spécialement pour s'adapter aux besoins exprimés par ses clients. Dans un volet proche, il y a lieu de rappeler que le versement de l'indemnité de 50.000 dinars décidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au profit des agriculteurs impactés par les inondations enregistrées dans certaines wilayas de l'est algérien se poursuivent depuis des semaines. Les agriculteurs concernés activent dans diverses filières agricoles dont la céréaliculture, l'arboriculture fruitière et l'aviculture à travers les communes de la wilaya. Ainsi, après le parachèvement des procédures ad-

ministratives de mise en œuvre des instructions du directeur général de la caisse pour donner la priorité absolue à l'exécution de cette opération, les indemnités ont été versées dans les comptes bancaires des sinistrés. Lesdits comptes sont ouverts à la Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR). Les agriculteurs qui ne détiennent pas des comptes bancaires peuvent retirer cette indemnité en présentant seulement leurs cartes d'identité. En effet, le président de la République avait ordonné au cours du Conseil des ministres du 10 mars 2024 le versement d'une indemnité de 50.000 dinars aux agriculteurs impactés par les récentes inondations qui ont touché certaines wilayas du pays dans un délai maximal d'une semaine. Le président de la République a également ordonné d'effectuer l'indemnisation de ces agriculteurs impactés par les récentes inondations par le biais de la CNMA.

UNIVERSITÉ MOSTEFA BENBOULAÏD DE BATNA-2

Une alliance stratégique avec Istanbul

L'université Mustapha Benboulaïd de Fesdis (Batna-2) entretient, depuis de nombreuses années, des partenariats avec des établissements universitaires étrangers, fondés sur des conventions et des accords interinstitutionnels. Le dernier de ces accords a été signé le jeudi 9 mai avec l'université Arel d'Istanbul, en Turquie. Fondée en 2007, cette dernière dispose de deux campus et jouit d'une excellente réputation parmi les établissements d'enseignement supérieur privés à Istanbul. Elle accueille plus de 13.000 étudiants issus de 73 pays différents. L'université Arel d'Istanbul se distingue par son utilisation des dernières technologies, offrant des salles de classe spécialement conçues pour répondre aux

besoins des étudiants. De plus, elle dispose d'une vaste bibliothèque, de nombreux clubs étudiants, ainsi que de cafés et de restaurants sur ses campus. L'éventail des formations proposées est diversifié, comprenant le génie civil, l'architecture d'intérieur, le génie mécanique, le génie industriel, le génie biomédical, et d'autres branches de l'ingénierie. La majorité de ces spécialisations sont enseignées en turc, bien que certaines soient disponibles en anglais. Les frais de scolarité annuels varient entre 2.000 et 2.950 dollars américains, en fonction de la langue d'enseignement choisie pour chaque spécialisation. Au total, dix établissements universitaires de Pologne, de Lettonie,

de Grèce, d'Italie, d'Espagne, de Serbie, de Roumanie, du Portugal, de Tunisie et d'Égypte figurent parmi les partenaires de l'université de Batna-2, qui collabore également avec des écoles nationales et des centres de recherche de renom. Ces conventions de partenariat reposent sur la recherche scientifique dans des domaines d'intérêt commun, la coopération entre chercheurs et étudiants, l'accès aux ressources documentaires et le parrainage d'événements tels que des séminaires et des colloques. À travers ces partenariats et les nombreux événements scientifiques organisés chaque année, cet établissement a connu une évolution notable.

CHU BENBADIS DE CONSTANTINE

Le CAC se dote d'un accélérateur linéaire

Le Centre Anti-Cancer (CAC) du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) Benbadis de Constantine vient de bénéficier d'un nouvel accélérateur linéaire de particules, a-t-on appris, de la Directrice de la Santé et de la population (DSP), Lynda Boubguira. Cet équipement de radiothérapie est le quatrième du genre en faveur de cet établissement de santé, des-

tiné à accueillir des malades de Constantine et des autres wilayas de l'est et du sud-est du pays, a précisé Boubguira. L'acquisition de ce matériel médical sophistiqué intervient dans le cadre des mesures prises par les responsables locaux du secteur de la santé visant l'amélioration de la prise en charge médicale des cancéreux, a-t-elle indiqué.

Ce nouvel accélérateur, a ajouté la même responsable, sera affecté au nouveau service d'extension du CAC, en voie d'exploitation, dans le but d'améliorer de manière significative la prise en charge des malades et de réduire les délais des rendez-vous de patients nécessitant une radiothérapie. Une équipe pluridisciplinaire composée de médecins spécialistes et d'agents pa-

ramédicaux sera mobilisée en vue d'une prise en charge optimale des patients, tout en contribuant à renforcer le CAC en main d'œuvre qualifiée et nécessaire, a encore précisé la même source. Il est à signaler que plus d'un millier de malades ont suivi, depuis le début de l'année 2023, des soins en radiothérapie, au CAC du CHU Benbadis de Constantine.

MOSTAGANEM

Près de 5.000 foyers en cours de raccordement au réseau de gaz

La wilaya de Mostaganem a bénéficié, au titre de l'année en cours, de projets de développement pour le raccordement de près de 5.000 foyers au réseau de gaz, a-t-on appris, de la direction de l'énergie et des mines. La même source a indiqué que les 10 projets qui entrent dans le cadre de la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales pour une enveloppe de plus de 270 millions DA, permettent de transporter le gaz naturel à 5.040 foyers dans de nombreuses localités rurales.

Dans ce contexte, les travaux de transport de cette énergie au chef-lieu de la commune de Safsaf sur une distance de 14 kilomètres sont dotés d'une enveloppe financière de plus de 66 millions DA, a indiqué la même source, notant qu'il sera procédé, dans trois mois, au raccordement de plus de 500 foyers au réseau de gaz naturel. Le centre secondaire de la commune de Achaacha (localité de Cheraïfia) bénéficiera d'un projet similaire pour le raccordement de 126 foyers, en plus d'une partie de la localité pilote Sidi Charef relevant de la commune de Si-

rat (690 logements), ainsi que la partie supérieure de la commune d'Aïn Nouissy (100 foyers). La direction a projeté, dans le cadre du même programme d'urgence, six (6) autres opérations pour le raccordement de la localité de Ouled Larbi dans la commune de Kheïredine (1.125 foyers) pour plus de 4 millions DA, a-t-on relevé. La localité de Krarcha qui est rattachée à la commune de Touahria a bénéficié d'un projet similaire pour le raccordement de 37 foyers, nonobstant le projet de raccordement de 4 localités, à

savoir Ouled El hadj (1 et 2), El Gour (commune de Benabdelmalek Ramdane), Bouachria (commune de Sidi Lakhdar), soit un total de 1.132 foyers, qui est dans sa phase d'évaluation financière par Sonelgaz-distribution. A ce programme, il faut ajouter des projets mis en service et autres en cours de réalisation, dans le cadre de l'accord signé entre Sonelgaz-distribution et le ministère de l'Energie et des Mines, qui concerne le raccordement des zones enclavées aux réseaux d'électricité et du gaz, selon la même source.

LE MATCH RETOUR BIDEN-TRUMP

Une analyse de classe

Par « système de classes », nous entendons les structures professionnelles élémentaires : les relations humaines ou « relations sociales », qui assurent la production et la distribution des biens et des services. Parmi les exemples, on peut citer les organisations maître-esclave, village communal et seigneur-serf. Autre exemple, le système de classe capitaliste particulier, qui implique l'organisation employeur-employé.

2^e partie et fin

MAGA et America First sont des slogans qui expriment le ressentiment, l'amertume et la colère face à un sentiment de frustration. Reprenant l'imagerie de la Guerre froide, les trumpistes ciblent de manière similaire les libéraux, les démocrates, les marxistes, les socialistes, les syndicats et toutes les personnes considérées comme les alliés proches de ceux-ci, qui complotent pour « prendre la place » des chrétiens blancs. Trump les a qualifiés publiquement de « vermine » qu'il vaincrait et détruirait une fois redevenu président.

La majeure partie de la classe salariée américaine n'a pas (encore) été séduite par les Républicains. Elle est restée, jusqu'à présent, du côté des Démocrates. Pourtant, l'aggravation de la fracture sociale a désormais envahi l'ensemble de la culture et de la politique américaines. Elle fait peur à beaucoup de ceux qui restent au sein du parti démocrate, le considérant comme un moindre mal en dépit de ses dirigeants « centristes » et des entreprises qui les financent. Parmi ces dernières on compte en particulier les mégacorporations de la finance et de la haute technologie qui ont profité de la période de mondialisation néolibérale d'après 1975. Les dirigeants centristes ont prudemment évité de froisser leurs entreprises mécènes tout en appliquant une politique fiscale keynésienne remaniée pour atteindre deux objectifs. Le premier consistait à soutenir les programmes gouvernementaux permettant de consolider une base électorale composée de plus en plus de femmes et de citoyens noirs et basanés. Le second consistait à promouvoir le déploiement agressif de la puissance militaire et politique des États-Unis dans le monde entier.

L'empire américain protégé par cette politique s'est avéré particulièrement bénéfique pour les milieux financiers et hi-tech des plus grandes entreprises américaines. Dans le même temps, une autre partie de la classe salariée américaine a également commencé à se retourner contre le système, mais elle a trouvé la nouvelle droite inacceptable et le « centrisme » à peine moins. Le Parti démocrate a jusqu'à présent réussi à retenir la majorité de ces gens, même si beaucoup se rapprochent de plus en plus de champions « progressistes » tels Bernie Sanders, Alexandra Ocasio-Cortez et Cori Bush. Cornel West et Jill Stein arborent des bannières similaires en vue de l'élection de cette année, mais ils insistent pour le faire depuis l'extérieur du Parti démocrate. L'hostilité entre les deux grands partis s'est intensifiée à mesure que leur opposition deve-

nait plus extrême. Cette situation perdure parce que ni l'un ni l'autre n'a trouvé ou mis en œuvre de solutions aux problèmes de plus en plus graves qui assaillent les États-Unis. Les inégalités de richesse et de revenu de plus en plus marquées sapent ce qui subsiste du sentiment d'appartenance à une communauté qui lie les Américains. La politique, de plus en plus contrôlée par la classe patronale et surtout par les super-riches, engendre une colère, une résignation et une rage dévastatrices et généralisées. Le recul relatif de la puissance des États-Unis à l'étranger renforce le sentiment d'une catastrophe imminente. La montée en puissance de la première véritable superpuissance économique concurrente (la Chine) fait planer le spectre d'un remplacement prochain de la position monopolistique des États-Unis dans le monde. Chacun des deux grands partis accuse l'autre de tous les maux. Tous deux réagissent également au déclin de l'empire en glissant plus encore vers la droite, vers des versions alternatives d'un nationalisme économique – « L'Amérique d'abord » – qui se substituent à l'apologie de la mondialisation néolibérale à laquelle les deux partis se livraient auparavant. Les Républicains refusent fermement de rendre le capitalisme ou les capitalistes responsables de quoi que ce soit. Ils rejettent la faute sur un gouvernement déficient, les Démocrates, les libéraux et la Chine. De leur côté, les Démocrates refusent prudemment de rendre le capitalisme ou les capitalistes responsables de quoi que ce soit (excepté les « progressistes », et ceux-ci restent très modérés). Les Démocrates accusent surtout les Républicains d'être « devenus cinglés » et de « menacer la démocratie ». Ils érigent de nouvelles versions de leurs vieux démons.

La Russie et Poutine remplacent l'URSS et Staline en tant qu'horribles étrangers, suivis de près par les « communistes » chinois. Cherchant à se maintenir au centre de l'échiquier politique, les Démocrates fustigent les Républicains et surtout les partisans de Trump-MAGA pour avoir remis en cause les 70 dernières années de consensus politique. Dans cette version du Parti démocrate de ce qu'était le « bon vieux temps », les Républicains et les Démocrates, de façon responsable se succédaient alors consciencieusement au pouvoir. Le résultat en a été que l'empire des États-Unis et le capitalisme américains ont prospéré d'abord en aidant à mettre fin aux empires européens épuisés, puis en profitant de l'hégémonie planétaire et unipolaire des États-Unis.

Les projets de Joe Biden font comme si l'empire américain n'était pas en déclin. Pour 2024, il propose davantage de po-

litiques relevant de l'ancien establishment. Trump en fait tout autant à propos de l'empire américain, mais il choisit soigneusement les secteurs problématiques (par exemple, l'immigration, la concurrence chinoise et l'Ukraine) qu'il peut présenter comme des échecs de la gouvernance démocrate. À ses yeux, rien de fondamental ne cloche concernant l'empire américain et ses perspectives d'avenir. Il suffit de rejeter Biden et sa politique qui sont incapables de lui redonner sa vitalité. Le programme de Trump appelle donc à un nationalisme économique beaucoup plus extrême dirigé par un gouvernement qui devra faire plus avec moins. Chaque camp accentue le clivage entre les Républicains et les Démocrates. Ni les uns ni les autres n'osent admettre le déclin fondamental et à long terme de l'empire et les problèmes clés (inégalité des revenus et des richesses, politique corrompue par cette inégalité, aggravation des cycles économiques et dettes colossales) engendrés par son assise capitaliste. La joute entre les deux partis repose sur des questions secondaires qui offrent des avantages électoraux temporaires. Cela renforce également l'incapacité des citoyens à faire preuve de sens critique et de volonté de changement systémique. Les deux partis ne cessent de faire appel à une population dont l'aliénation s'aggrave à mesure que le déclin systémique implacable s'infiltré dans la vie quotidienne et les problèmes de chacun. Les deux partis révèlent de plus en plus leur manque de pertinence.

Au cours de la campagne actuelle, aucun des deux partis ne propose de solution au déclin systémique. Les grossières erreurs d'appréciation de l'évolution de l'économie mondiale et de la diminution du pouvoir politique des États-Unis à l'étranger sont à l'origine de l'échec des politiques des deux partis en Afghanistan, en Irak, en Ukraine et dans la bande de Gaza. Le virage vers le nationalisme économique et le protectionnisme n'arrêtera pas le déclin. Quelque chose de plus grand et de plus profond que les deux partis n'osent envisager est en cours. Au cours de la dernière génération, le capitalisme a une nouvelle fois déplacé ses centres dynamiques. Cette fois-ci, on est passé des économies de l'Europe occidentale, de l'Amérique du Nord et du Japon, à celles de la Chine, l'Inde et au-delà, ou encore du G7 aux BRICS. La richesse et le pouvoir se déplacent en conséquence.

Les régions que le capitalisme laisse derrière lui sombrent dans un marasme de masse, des décès par overdose et des divisions sociales de plus en plus marquées. Ces crises sociales ne cessent de s'aggraver en même temps

que les inégalités de richesse, de revenu et d'éducation. Le glissement à droite de la politique américaine après 1945 a finalement abouti à l'épuisement social et à l'inefficacité, avec une lenteur déconcertante mais de façon régulière. Peut-être les États-Unis se préparent-ils ainsi à un nouveau New Deal éventuel, avec ou sans nouveau krach de type 1929.

Il est à espérer qu'une des leçons cruciales du New Deal aura été apprise et mise en pratique. Le fait de ne pas modifier la structure de production de la classe capitaliste – une minorité d'employeurs dominant une majorité d'employés – permet à cette minorité de réduire à néant toutes les réformes que le New Deal pourrait réaliser. C'est ce que la classe patronale américaine a fait après 1945. La solution doit maintenant consister à aller au-delà de l'organisation employeur-employé sur les lieux de travail. Il faut la remplacer par une organisation communautaire démocratique – ce que nous appelons ailleurs les coopératives de travailleurs – voilà quel est l'élément manquant qui peut faire en sorte que les réformes progressistes tiennent la route. Quand les salariés et les employeurs constitueront une seule et même personne, une classe d'employeurs distincte n'aura plus ni la motivation ni les ressources nécessaires pour défaire ce que veut la majorité des salariés.

Remplacer les lieux de travail organisés selon le schéma employeurs-employés par des coopératives de travailleurs, tel est le « grand remplacement » dont nous avons besoin, et il est de nature bien différente. Sur la base de ces réformes, nous pouvons construire l'avenir. Nous pouvons éviter de répéter l'échec du dernier demi-siècle, ne serait-ce que pour préserver les réformes imposées à un capitalisme qui s'est effondré et a sombré dans les années 1930.

Cet article a été produit par Economy for All, un projet de l'Independent Media Institute. Les opinions exprimées ici sont uniquement celles de l'auteur et ne reflètent pas les opinions ou les croyances du LA Progressive.

Richard D. Wolff est professeur émérite d'économie à l'université du Massachusetts, à Amherst, où il a enseigné l'économie de 1973 à 2008. Il est actuellement professeur invité au Graduate Program in International Affairs de la New School University, à New York. Il donne également régulièrement des cours au Brecht Forum à Manhattan. Auparavant, il a enseigné l'économie à l'université de Yale (1967-1969) et au City College de la City University of New York (1969-1973). En 1994, il a été professeur invité d'économie à l'université de Paris (France), I (Sorbonne). Ses travaux sont disponibles sur rdwolff.com et sur democracyatwork.info.

Source : LA Progressive, Richard Wolff
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

POUR LE
GOUVERNEMENT
QU'IL A MIS EN PLACE

Le parlement libyen approuve un budget de 18,5 milliards de dollars pour 2024

Le Parlement libyen, basé dans l'est du pays, a approuvé à l'unanimité le budget 2024 du gouvernement qu'il a mis en place, soit 90 milliards de dinars libyens, à l'exclusion d'un poste pour les projets de développement, ont déclaré trois députés à Reuters. Ce budget est destiné au gouvernement d'Oussama Hamad, basé à Benghazi, qui a pris le pouvoir en mars 2023 et est allié au commandant militaire Khalifa Haftar, qui contrôle l'est et une grande partie du sud de la Libye. Le gouvernement d'union nationale de Tripoli est dirigé par le Premier ministre intérimaire Abdulhamid al-Dbeibah, qui a été mis en place en 2021 dans le cadre d'un processus soutenu par l'ONU. Aisha Tublqi, membre de la Chambre des représentants (HoR), a déclaré que le poste pour les projets de développement a été exclu du budget parce que "le gouvernement a demandé 30 milliards de LYD pour trois ans, mais le parlement veut plus de détails sur les projets pour les approuver".

LA FINANCE D'ENTREPRISE EN TUNISIE

Bien plus que des chiffres

Pour les PME, mais également pour les très petites entreprises, entreprises familiales, etc., la comptabilité, la finance et la relation avec l'administration fiscale sont un véritable cauchemar.

Une phobie pour plusieurs entrepreneurs qui n'arrivent pas à s'y retrouver et font que, parfois, certaines petites entreprises tournent à vide, dépensent de l'argent, en reçoivent, mais sont incapables en réalité de répondre à quelques questions aussi simples qu'évidentes : mon entreprise est-elle rentable ? Si oui, dans quoi suis-je bon ? Dans quoi suis-je moins bon ? Le retour sur investissement est-il à la hauteur du risque que j'ai pris ? La navigation financière, à vue, mène souvent les entreprises et les start-up à une mort subite avant d'atteindre le très jeune âge de 3 ans. La tenue d'une comptabilité et les résultats financiers que l'on dégage ne doivent pas être une simple formalité ou la volonté de remplir une obligation légale, elle permet ou de voir, avec parfois une précision d'orfèvrerie, où va notre en-

treprise, aussi petite soit-elle.

Dans son ouvrage, «Comprendre toute la finance», le professeur de finance, Christophe Thibierge, explique : «La finance avant tout, c'est trouver de l'argent [financement], le protéger et puis penser à le faire croître».

En fait, la tenue d'une comptabilité irréprochable et pointue permet, in fine, d'élaborer une analyse financière. Autrement dit, cela améliore la lisibilité des comptes de l'entreprise. Si, par exemple, vous entendez que telle ou telle entreprise réalise un chiffre d'affaires de 1 million de dinars, cela pourrait paraître impressionnant, mais en réalité, ce chiffre ne nous informe presque sur rien. En effet, s'il n'est pas rapporté aux charges, au capital investi, ou s'il n'est pas comparé aux résultats de l'année précédente ou aux résultats des entreprises

du même secteur d'activité, ce chiffre ne signifie presque rien, car tout est relatif. Elaborer une analyse financière, même toute simple, avec une calculatrice bon marché, permet d'avoir une idée plus ou moins précise sur «la performance globale de l'entreprise».

«On travaille mal dans une usine où l'on ne voit pas clair, et, pour qu'on y voie clair, il faut un bon éclairage et une bonne comptabilité», écrivait déjà, au siècle dernier, Auguste Detœuf, industriel mais aussi essayiste français.

Cependant, attention, comme l'explique Michel Berry dans un article de 1983, «une technologie invisible ? L'impact des instruments de gestion sur l'évolution des systèmes humains», il est hors de question de se laisser distraire par les outils qu'offre l'analyse financière.

ÉGYPTE

La BERD va investir dans une nouvelle plateforme destinée à promouvoir les énergies renouvelables

En Égypte, la BERD est l'une des principales banques qui soutiennent les projets d'énergies renouvelables, s'alliant souvent avec des industriels locaux ou internationaux. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), en collaboration avec Meridiam et Hassan Allam Utilities (HAU), lève des capitaux dans HAU Energy BV, une

nouvelle plateforme créée pour investir dans des projets d'énergie renouvelable, principalement en Égypte et potentiellement dans d'autres pays d'Afrique. Cet investissement favorisera la participation du secteur privé dans le secteur égyptien de l'électricité, tout en soutenant les plans zéro émission du gouvernement égyptien en accélérant le déploiement de projets

d'énergie renouvelable.

« Nous sommes très fiers de nous associer à Meridiam et à HAU pour aider l'Égypte à développer les énergies renouvelables et à accélérer la transition vers une économie verte. Cet investissement stratégique devrait faciliter la mise en œuvre du programme de 10 GW d'énergies renouvelables dans le cadre du pilier énergétique égyptien de l'initiative Nexus

sur l'eau, l'alimentation et l'énergie (NWEF) », a déclaré Nandita Parshad, directrice générale de la BERD pour les infrastructures durables. Ce nouveau partenariat est en effet la pierre angulaire d'un programme de 10 GW d'énergies renouvelables de l'initiative Nexus on Water, Food and Energy (NWEF), pilotée par la BERD en Égypte et lancée lors de la COP27 en 2022.

POUR RENFORCER LA SÉCURITÉ DE SES RESSOURCES

L'Arabie saoudite transforme la SWCC en autorité de l'eau

Cette transition, qui implique l'adoption de nouveaux cadres organisationnels, vise à renforcer la surveillance des activités liées à l'eau, à optimiser la réglementation, à améliorer la gestion des services et à favoriser le développement méthodologique. Cette transition, qui implique l'adoption de nouveaux cadres organisationnels, vise à renforcer la surveillance des activités liées à l'eau, à optimiser la réglementation, à améliorer la gestion des services et à favoriser le développement méthodologique. Cette transition, qui implique l'adoption de nouveaux cadres organisationnels, vise notamment à renforcer la surveillance des activités liées à l'eau. Abdallah ben Ibrahim al-Abdelkarim, président de la SWA, a fait savoir que l'approbation du Conseil des ministres constituait une avancée monumentale. Les efforts déployés par l'Arabie saoudite pour améliorer la sécurité de ses

ressources en eau ont été considérablement soutenus par la restructuration de la Saline Water Conversion Corp. (SWCC), qui est devenue la Saudi Water Authority (SWA). Cette transition, qui implique l'adoption de nouveaux cadres organisationnels, vise à renforcer la surveillance des activités liées à l'eau, à optimiser la réglementation, à améliorer la gestion des services et à favoriser le développement méthodologique. L'approbation de cette transition par le Conseil des ministres saoudien permettra d'accroître la durabilité des ressources en eau et de faire avancer les objectifs de la Stratégie nationale de l'eau, qui s'aligne étroitement sur les objectifs de la Vision 2030. En vertu de la nouvelle réglementation, la SWA sera chargée d'élaborer et d'affiner les politiques, les projets, les programmes et les initiatives qui concernent le secteur de l'eau. Par ailleurs, elle établira les normes et

les réglementations requises pour l'octroi de licences qui relèvent de sa compétence. L'autorité s'efforcera également d'unifier les normes techniques et d'ingénierie dans le secteur de l'eau afin de garantir l'adhésion aux normes relatives aux éléments locaux et à la durabilité. En outre, elle est chargée de superviser la planification stratégique de l'approvisionnement en eau du Royaume, de présenter des rapports ainsi que des recommandations et de proposer des initiatives stratégiques en vue d'améliorer l'efficacité globale du secteur de l'eau. La SWA donnera aussi la priorité à la localisation de l'industrie et des services associés aux activités liées à l'eau dans le but d'augmenter la teneur en éléments locaux. Le ministre de l'Environnement, de l'Eau et de l'Agriculture et président du conseil d'administration de la SWA, Abderrahmane ben Abdelmohsen al-Fadli, a chaleureusement remercié le

Gardien des deux Saintes Mosquées, le roi Salmane ben Abdelaziz al-Saoud, et le prince héritier et Premier ministre, Mohammed ben Salmane, pour l'approbation par le Conseil des ministres de la transformation de la SWCC en Saudi Water Authority et pour l'adoption de ses cadres organisationnels. Il a souligné que l'approbation du cabinet mettait en évidence l'attention considérable accordée au secteur de l'eau par le roi Salmane et le prince héritier, évoquant les récentes réalisations dans ce domaine. M. Al-Fadli a ensuite affirmé que cette décision contribuait à soutenir les efforts déployés pour développer le secteur de l'eau et lui permettre de conserver sa position de leader. Elle exploite l'expertise du SWCC en matière de recherche, d'innovation, de développement, de localisation et de brevets afin de mettre en place un cadre de sécurité plus ciblé, plus durable et plus fiable pour les ressources en eau.

ETHIOPIE

M-Pesa enregistre 4,5 millions d’abonnés après 7 mois d’activité

Safaricom a lancé les activités commerciales de son service mobile money en août 2023. En moins de trois mois, la plateforme comptait déjà 1,2 million d’utilisateurs alors qu’elle est en concurrence avec Telebirr de l’opérateur historique Ethio Telecom.

M-Pesa, le service mobile money de l’opérateur télécoms SafaricomEthiopia, compte désormais 4,5 millions d’abonnés. C’est ce qu’a révélé Safaricom dans ses résultats pour l’année financière 2023/2024, clos le 31 mars. Le rapport annuel a été publié le jeudi 9 mai. Selon le rapport, le volume des transactions sur la plateforme s’est hissé à 31,5 millions pour une valeur totale de 24,5 milliards de shillings kényans (186,3 millions \$). Ces transactions ont été facilitées par un réseau de 25 800 agents et 62 700 marchands actifs. Les revenus de l’argent mobile étaient d’environ 92 millions de shillings. C’est le 15 août dernier que SafaricomEthiopia a lancé

les services commerciaux de M-Pesa sur le marché télécoms éthiopien où il était présent depuis octobre 2022. La société est en concurrence avec Ethio Telecom qui détenait le monopole avant son arrivée, aussi bien sur les segments de la téléphonie mobile, de l’Internet que de l’argent mobile. L’opérateur historique comptait, au 31 décembre 2023, 74,6 millions de clients, dont 36,4 millions d’abonnés Internet, 41 millions d’abonnés au service de paiement mobile Telebirr. M-Pesa continue d’acquérir des abonnés en Ethiopie au fur et mesure que SafaricomEthiopia s’installe dans le pays. Au 31 mars, le réseau de l’opérateur couvrait environ 40% de la population

éthiopienne estimée à 123,4 millions par la Banque mondiale. L’opérateur comptait 9,4 millions d’abonnés à la téléphonie mobile. « Nous sommes fiers du succès que SafaricomTelecommunicationsEthiopia PLC a remporté en un an et demi d’activité. L’attention que nous portons à l’adaptation de nos activités à l’avenir numérique de l’Ethiopie a joué un rôle déterminant dans notre croissance, et nous restons déterminés à tirer parti de notre expertise et de nos ressources pour continuer à nous imposer comme un acteur clé dans le paysage éthiopien des télécommunications », a déclaré Peter Ndegwa, directeur général de Safaricom PLC.

TANZANIE

Une unité d’assemblage de tracteurs et camions inaugurée par la présidente Samia Suluhu

Comme plusieurs pays africains, la Tanzanie cherche à se doter d’une industrie automobile nationale et compétitive. Une ambition pour laquelle elle met en œuvre des politiques incitatives afin d’attirer les investisseurs. En Tanzanie, une unité d’assemblage de camions et tracteurs a été récemment inaugurée

par la présidente Samia Suluhu. L’infrastructure érigée à Kigamboni dans Dar es-Salaam est le fruit d’un investissement de la Saturn Corporation Limited Company.Elle a une capacité de production journalière de 30 tracteurs et 9 camions, et a déjà assemblé 150 camions depuis son lancement, d’après les promoteurs.

La mise en place de cette installation peut constituer un tournant marquant pour l’industrie automobile tanzanienne, en pleine gestation selon la cheffe de l’État. La production permettra de réduire les importations de pièces et les coûts d’acquisition à l’étranger. Elle devrait aussi stimuler les activités dans les secteurs de l’agri-

culture, de l’exploitation minière et de la construction. Il faut toutefois mentionner que le taux d’intégration de composants locaux reste assez faible dans la production de ces unités, de plus en plus nombreuses en Afrique. Cet état de choses ne profite pas beaucoup aux économies des pays accueillant ces projets.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Un partenariat pour améliorer l’accès à l’énergie à travers les mini-réseaux

L’essentiel du territoire congolais n’est pas couvert par le réseau national et le restera probablement longtemps, en raison de la taille du pays, de la portée limitée du réseau et des investissements limités dans la transmission. L’Association Congolaise pour les Énergies Renouvelables et Décentralisées (ACERD asbl) et l’Association des Développeurs de Mini-Réseaux en Afrique (AMDA) ont annoncé le 8 mai une collaboration visant à combler le fossé en matière d’accès à l’éner-

gie grâce aux mini-réseaux et aux services décentralisés en République Démocratique du Congo. Les deux parties prévoient de travailler conjointement pour assurer le développement, le financement et le déploiement rapide de mini-réseaux afin d’électrifier les zones non desservies et mal desservies en RDC. Elles vont particulièrement s’intéresser au développement de politiques, de réglementations, de normes et de lignes directrices bénéfiques et favorables à l’essor du secteur des mini-ré-

seaux. « AMDA est ravie de collaborer avec ACERD asbl pour plaider en faveur d’un cadre politique et réglementaire optimal qui bénéficiera au secteur des mini-réseaux et aux populations qu’il dessert. », a déclaré Olamide-Niyi-Afuye, PDG d’AMDA. La RDC enregistre un taux d’électrification extrêmement faible et dans ce contexte, les mini-réseaux montrent de plus en plus leur efficacité notamment dans d’autres pays du continent.

CAMEROUN

10,5 milliards FCFA de subvention globale du FODECC en perspective cette année pour les filières cacao et café

En 2023, le Fodecc a annoncé avoir distribué aux producteurs 6,3 milliards FCFA en subvention, de quoi leur permettre de générer un chiffre d’affaires global de 15,8 milliards FCFA.

Au cours de la 6ème session du comité de pilotage et d’orientation de mise en œuvre de la politique d’octroi des subventions agricoles au Cameroun, il a été annoncé que 10,5 milliards FCFA seront alloués cette année aux producteurs locaux de café et de cacao par le Fonds de développement des filières.

4,2 milliards FCFA devraient être pourvus par l’Initiative pour la forêt de l’Afrique centrale à titre de don pour 13 500 producteurs de cacao et 7 500 de café, tandis que le ministère camerounais de l’Agriculture et du Développement rural devrait fournir 6,3 milliards FCFA, au bénéfice de 42 378 cacao-culteurs et 11 853 caféiculteurs.

Le guichet producteurs est un mécanisme qui permet depuis 2021 aux exploitants de ces filières dans les bassins agricoles du pays, de toucher directement les subventions gouvernementales de masse ou à la carte. Il leur suffit d’être enregistrés au Fodecc et de déposer une quote-part de 60% dans une institution financière.

La subvention peut atteindre 30 à 40% de l’investissement, informe Investir au Cameroun, et consiste en un bon d’achat pour des intrants, graines et plants, équipements et machines, produits phytosanitaires, et infrastructures de soutien.

« Le bilan des subventions agricoles programmées en 2023 a présenté un taux de réalisation de 99,97% pour celles au titre du guichet producteurs du Fodecc et 79% pour les autres structures » déclarait Gabriel Mbaïro, le ministre de l’Agriculture, relayé par le quotidien public Cameroon tribune. Le guichet vise à injecter 50 milliards FCFA dans ces filières sur 5 années.

Ce mécanisme entre dans le cadre de la politique gouvernementale qui ambitionne de doubler la production caféière et cacaoyère camerounaises à l’horizon 2030.

CUIVRE

La Zambie autorise TertiaryMinerals à explorer le cuivre de Mupala

La Zambie veut tripler sa production annuelle de cuivre d’ici 2030, à 3 millions de tonnes. Alors que l’Etat compte sur la réhabilitation et l’agrandissement de mines existantes, les travaux d’exploration de sociétés comme TertiaryMinerals peut également l’aider à atteindre ce but. Les autorités zambiennes de gestion environnementale ont donné au britannique TertiaryMinerals le feu vert pour l’exploration du projet de cuivre Mupala. L’entreprise indique

également avoir obtenu l’accord des propriétaires traditionnels des terres. Situé près du projet Mukai (appartenant également à la société), Mupala se trouve dans la prometteuse région de Kabombo qui héberge des mines connues de cuivre et de nickel. Les travaux initiaux prévus par Tertiary sur le projet comprennent l’échantillonnage de sol et la cartographie, et ils sont destinés à récolter des informations pour préparer les futures campagnes d’exploration.

Ces plans interviennent alors que la société TertiaryMinerals montre depuis quelques mois un intérêt renouvelé pour le secteur du cuivre zambien. En dehors de Mupala, le britannique a obtenu en février dernier 90 % d’intérêts dans les licences de cuivre Mukai et MushimaNorth, sur lesquelles il est en partenariat avec la société zambienne MwashiaResources. Fin 2023, Tertiary a conclu avec KoBoldMetals, une entreprise soutenue par Jeff Bezos et Bill Gates,

un accord de collaboration sur l’exploration du projet Konkola West. La compagnie accélère sur l’exploration de cuivre en Zambie dans un contexte de hausse du prix du métal rouge qui s’est à nouveau négocié cette semaine à 10 000 dollars la tonne. Une potentielle découverte de gisement sur ses différents projets ne peut qu’être une bonne nouvelle pour la Zambie qui cherche à augmenter à 3 millions de tonnes sa production de cuivre d’ici 2030.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street surmonte les mauvaises nouvelles et finit en ordre dispersé

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé vendredi, surmontant globalement une série d'obstacles, d'un mauvais indicateur macroéconomique aux commentaires fermes de membres de la Fed (la banque centrale américaine), gardant l'espoir de voir l'inflation se calmer. Le Dow Jones est monté de 0,32%, engrangeant ainsi une huitième séance consécutive de gains, sa meilleure performance depuis une série de neuf hausses consécutives en décembre.

L'indice à dominante technologique Nasdaq a fini proche de l'équilibre (-0,03%) et l'indice élargi S&P 500 a grimpé de 0,16%. La place new-yorkaise a pourtant eu plusieurs raisons de courber l'échine durant la journée. L'indice de confiance des consommateurs, mesuré par l'enquête mensuelle de l'université du Michigan, est tombé à 67,4 points, au plus bas depuis six mois. «Ce décrochage (-13% sur un mois) renforce l'hypothèse d'un ralentissement significatif de la croissance cette année» aux États-Unis, a commenté Ian Shepherdson, de Pantheon Macroeconomics. Selon les auteurs de l'enquête, les ménages américains «font part d'inquiétudes liées au fait que l'inflation, le chômage et les taux d'intérêt pourraient tous évoluer dans la mauvaise direction durant l'année à venir». «Ce n'est pas une surprise», compte tenu des derniers indicateurs macroéconomiques, a indiqué Sam Stovall, de CFRA, «mais cela ne fait pas plaisir au marché». Les investisseurs se sont aussi émus du dérapage des anticipations d'inflation, les personnes

interrogées voyant, en moyenne la hausse des prix à 3,5% par an d'ici douze mois, contre 3,2% en avril.

Taux obligataires tendus

Les anticipations d'inflation sont un paramètre crucial pour la banque centrale américaine (Fed), qui ne veut surtout pas les voir s'éloigner de son objectif d'inflation à long terme, soit 2%, car cela entraînerait une spirale inflationniste. La séance a également été ternie par les déclarations d'une gouverneure de la Fed, Michelle Bowman, qui a expliqué ne pas s'attendre, à ce stade, à une baisse du taux directeur de l'institution cette année. «Il est trop tôt pour penser à des baisses de taux», a surenchéri la présidente de l'antenne de la Fed à Boston, Susan Collins. Dans la foulée, les taux obligataires se sont tendus. Le rendement des emprunts d'État américains à 10 ans est remonté à 4,50%, contre 4,45% la veille en clôture. Mais la Bourse de New York a refusé de plier, malgré ces vents contraires. «Le

marché continue à regarder vers l'avenir et veut croire que les résultats des sociétés vont continuer à s'améliorer», a décrit Sam Stovall pour justifier la résistance de Wall Street. «Et je crois qu'ils parient sur une inflation moins élevée la semaine prochaine.» Les opérateurs ont ainsi déjà le regard tourné vers la publication de l'indice de prix à la consommation CPI, mercredi. À la cote, le laboratoire Novavax a vu sa capitalisation quasiment doubler (+98,66%), catapulté par l'accord qui prévoit la commercialisation par le français Sanofi de son vaccin contre le Covid-19. La compagnie de Gaithersburg (Maryland) pourrait recevoir jusqu'à 1,2 milliard de dollars de Sanofi au titre de ce partenariat. C'est un développement majeur pour le laboratoire, qui avait fait état, en mars 2023, d'une «incertitude significative» quant à sa tré-

sorerie, pénalisé par le ralentissement des ventes de vaccins anti-Covid. Tesla s'est replié (-2,04%) après que son patron, Elon Musk, a indiqué que le constructeur allait investir «bien plus de 500 millions de dollars» pour développer son réseau de superchargeurs. La start-up Oklo, spécialisée dans l'énergie nucléaire et présidée par le patron d'OpenAI (ChatGPT) Sam Altman, a brutalement chuté vendredi pour sa première journée de cotation à Wall Street (-53,65%). Depuis l'annonce, en juillet, de sa fusion avec le véhicule coté AltC, le prix de l'action de ce dernier s'était envolé, prenant plus de 72%, nourri par la spéculation. Le constructeur chinois de véhicules électriques Zeekr, contrôlé par le groupe automobile Geely - actionnaire majoritaire de Volvo Cars -, a suivi une trajectoire opposée (+34,57%) pour ses débuts à Wall Street.

CAC40

Stable à l'entame d'une semaine chargée en indicateurs

La bourse de Paris est stable ce matin, autour des 8215 points, malgré les bonnes performances de Stellantis (+3,5%), Renault (+2,9%) ou encore Société Générale (+2,5%). Après le vif rebond signé la semaine passée (+3%), l'indice parisien va être mis à l'épreuve cette semaine avec une kyrielle d'indicateurs économiques, à commencer par les derniers chiffres de l'inflation aux États-Uni. L'optimisme des marchés ne soutient pas seulement le CAC, puisque les records absolus ne cessent de pleuvoir partout en Europe depuis une dizaine de jours, de Londres à Francfort en passant par l'indice paneuropéen STOXX 600. 'L'appétit pour le risque augmente à nouveau sur l'ensemble des marchés avec une cohérence remarquable, des actions aux

obligations, en passant par le crédit et les matières premières', fait remarquer Florian Ielpo, chez Lombard Odier. Les marchés d'actions américains - qui viennent d'aligner trois semaines consécutives de hausse - se trouvent pour leur part à quelques encablures de leurs plus hauts historiques. Si la rapidité et l'ampleur de ces gains peuvent faire redouter un repli imminent, le marché pourrait bien trouver un nouvel élan si le CAC parvenait à se hisser durablement au-dessus de sa résistance majeure des 8250 points. Jusqu'ici, le seuil des 8250 points a représenté pour les investisseurs un point de gestion important, synonyme de prises partielles de profits, ce qui a empêché le ralliement du seuil psychologique des 8500 points.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Mai 2024
Valeur : 13 Mai 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.5532	134.5682
1	EUR	EURO		144.4159	144.4455
1	GBP	POUND STERLING		167.8349	167.8745
100	JPY	JAPANESE YEN		86.3240	86.3502
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6210	18.6233
1	CHF	SWISS FRANC		147.9908	148.0887
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.9495	97.9889
1	DKK	DANISH KRONE		19.3627	19.3662
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.3095	12.3143
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.3242	12.3281
1	AED	UAE DIRHAM		36.6291	36.6431
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8732	35.8820
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.1449	437.6202
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.6666	43.0954
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4183	13.4198
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4879	27.6287
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5427	3.5431
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.5765	177.5765

Paris : Peu de mouvement pour le début de semaine

La bourse de Paris est stable ce matin, autour des 8215 points, malgré les bonnes performances de Stellantis (+3,5%), Renault (+2,9%) ou encore Société Générale (+2,5%). Après le vif rebond signé la semaine passée (+3%), l'indice parisien va être mis à l'épreuve cette semaine avec une kyrielle d'indicateurs économiques, à commencer par les derniers chiffres de l'inflation aux États-Unis. L'optimisme des marchés ne soutient pas seulement le CAC, puisque les records absolus ne cessent de pleuvoir partout en Europe depuis une dizaine de jours, de Londres à Francfort en passant par l'indice paneuropéen STOXX 600. 'L'appétit pour le risque augmente à nouveau sur l'ensemble des marchés avec une cohérence remarquable, des actions aux obliga-

tions, en passant par le crédit et les matières premières', fait remarquer Florian Ielpo, chez Lombard Odier. Les marchés d'actions américains - qui viennent d'aligner trois semaines consécutives de hausse - se trouvent pour leur part à quelques encablures de leurs plus hauts historiques. Si la rapidité et l'ampleur de ces gains peuvent faire redouter un repli imminent, le marché pourrait bien trouver un nouvel élan si le CAC parvenait à se hisser durablement au-dessus de sa résistance majeure des 8250 points. Jusqu'ici, le seuil des 8250 points a représenté pour les investisseurs un point de gestion important, synonyme de prises partielles de profits, ce qui a empêché le ralliement du seuil psychologique des 8500 points. La capacité du marché parisien à dépasser ce

niveau-clé va être testée au cours des prochains jours par un programme chargé sur le plan des indicateurs, avec notamment les chiffres des ventes au détail et de la production industrielle Outre-Atlantique. 'Nous recommandons de bâtir des positions de portefeuille en fonction de tous les scénarios possibles, mais avec un biais privilégiant la perspective de baisses de taux', souligne Angelo Kourkafas, stratège chez Edward Jones. A l'agenda de la semaine figure par ailleurs une intervention de Jerome Powell, le président de la Fed, qui s'exprimera à l'occasion de la conférence annuelle de l'Association des banquiers étrangers organisée à Amsterdam. Dans l'actualité des sociétés tricolores, Sanofi indique augmenter de 1,1 milliard d'euros ses

investissements dans ses grands projets industriels en France, pour créer de nouvelles capacités de bioproduction sur ses sites de Vitry-sur-Seine (Val de Marne), Le Trait (Seine-Maritime) et Lyon Gerland (Rhône). EDF annonce la signature, avec plusieurs grandes banques internationales, de prêts bancaires verts dédiés au financement du parc nucléaire en France pour environ 5,8 milliards d'euros, des prêts ayant une maturité comprise entre trois et cinq ans. De son côté, Air France-KLM annonce le lancement d'une offre de rachat en numéraire portant sur deux souches obligataires existantes, ainsi que son intention de procéder à une nouvelle émission obligataire, en vue d'allonger la maturité moyenne de sa dette.

CHINE

Pekin ne séduit plus les entreprises européennes

Frappée par le Covid-19 et une profonde crise immobilière, la Chine peine à convaincre les sociétés européennes, qui sont de moins en moins nombreuses à considérer le pays pour leurs investissements.

La proportion d'entreprises européennes considérant la Chine pour leurs investissements est tombé à un creux historique, a déclaré vendredi 10 mai la Chambre de commerce européenne en Chine (EUCCC), qui estime qu'il faudra des années pour restaurer la confiance dans la deuxième plus grande économie du monde. La dernière édition de l'enquête sur la confiance des entreprises de l'EUCCC montre que les perspectives commerciales en Chine sont également à leur plus bas niveau en 20 ans d'existence du rapport. Plus d'un quart des répondants se disent pessimistes quant à leur potentiel de croissance actuel et 44% d'entre eux sur les perspectives futures. Les entreprises étrangères se sentent moins bien accueillies en Chine qu'auparavant, alors que la croissance écono-

mique du géant asiatique est confrontée à des difficultés. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et le président français, Emmanuel Macron, ont exhorté lundi Xi Jinping, en visite d'État à Paris, à garantir un commerce plus équilibré avec l'Europe, mais le dirigeant chinois n'a pas fait de concessions majeures au cours de sa visite.

Des marchés "plus prévisibles" et "plus fiables" privilégiés

"Des signes inquiétants montrent que certaines entreprises européennes compartimentent leurs opérations ou réduisent leurs ambitions en Chine, car les défis auxquels elles sont confrontées commencent à dépasser les avantages de leur présence ici", a déclaré Jens Eskelund, le

président de l'EUCCC. Selon le rapport, seules 13% des entreprises considèrent actuellement la Chine comme une destination d'investissement privilégiée, contre 16% en 2023 et 21% en 2022, année où les restrictions sanitaires liées au Covid-19 ont finalement été levées. Les groupes BASF, Maersk, Siemens et Volkswagen figurent parmi les membres de la Chambre de commerce européenne en Chine (EUCCC). Selon les analystes, la pandémie et la crise immobilière ont mis en évidence les limites du modèle de développement chinois. "Les entreprises continuent de déplacer les investissements initialement prévus en Chine vers d'autres marchés perçus comme plus prévisibles, plus fiables et plus transparents", explique l'EUCCC.

APRÈS AVOIR LEVÉ 25 MILLIONS D'EUROS

Towt commande six voiliers-cargos supplémentaires

La startup bretonne veut porter à huit navires sa flotte de voiliers-cargos d'ici 2027, pour répondre à l'engouement autour du transport maritime décarboné. Towt veut accélérer dans le transport maritime décarboné. La société bretonne, fondée en 2011, a annoncé la commande de six navires supplémentaires pour traverser l'Atlantique et ouvrir de nouvelles routes maritimes. Elle ambitionne de détenir ainsi "la plus grande flotte de voiliers-cargos au monde d'ici 2027", avec huit vaisseaux au total. Des bateaux construits notamment au Vietnam par le groupe

breton Piriou. "Il y en a déjà deux en construction qui sont sur le point d'être livrés, dans les semaines qui viennent", assure Guillaume Le Grand, président et fondateur de Towt. Pour étoffer sa flotte, l'entreprise a procédé à une deuxième levée de fonds qui a permis de récupérer 25 millions d'euros au total, dont 5 millions récoltés auprès "d'environ 2.000 épargnants particuliers en seulement 13 jours", via la plateforme de financement participatif LITA.co, spécialisée dans l'investissement durable. Bpifrance, le CIC et la Caisse des Dépôts et

Consignations ont notamment participé à l'opération.

"40.000 tonnes de CO2 économisés"

Les nouveaux navires de Towt doivent entrer en service à partir de 2026. Le transporteur compte ainsi accélérer la fréquence de ses départs pour pouvoir en proposer un par semaine. L'entreprise veut renforcer la liaison avec New York mais aussi ouvrir de nouvelles routes maritimes, vers l'Amérique du Sud notamment, ainsi qu'en Asie et en Afrique. "Nous envisageons de développer des importations de café depuis la

Colombie, le Brésil et peut-être le Guatemala", confie Guillaume Le Grand. L'armateur breton assure qu'il contribuera "à économiser environ 40.000 tonnes de CO2" avec ses huit navires qui transporteront autour de 200.000 tonnes de marchandises. Sur un trajet comme Le Havre - Guadeloupe, la startup évalue à 90% la réduction d'émissions de CO2 obtenue en recourant à la voile comme mode de propulsion principal, comparative-ment à la moyenne des émissions de porte-conteneurs par tonne transportée et par kilomètre.

PFIZER ET ASTRAZENCA

Investissement de plusieurs centaines de millions d'euros

Deux géants de la pharmacie, l'américain Pfizer et le britannique AstraZeneca, ont annoncé dimanche s'engager à investir plusieurs centaines de millions d'euros supplémentaires dans la santé en France, à l'occasion du 7e sommet Choose France destiné à promouvoir les investissements étrangers. Le laboratoire Pfizer indique dans un communiqué prévoir 500 millions d'euros d'investissement sur cinq ans pour développer les collaborations en matière de recherche et augmenter les essais cliniques dans les thérapies anticancéreuses et l'hématologie. "Notre intention est de significativement accroître la part des sites français dans nos études cliniques internationales majeures en cancérologie", déclare RedaGuiha, président de Pfizer en France, cité dans le communiqué. Cet investissement supplémentaire doit aussi permettre "d'accélérer l'accès des pa-

tients aux innovations thérapeutiques, notamment pour traiter la drépanocytose, la forme la plus fréquente d'une maladie héréditaire du sang, et le myélome multiple, le type de tumeur plasmocytaire le plus courant", ajoute-t-il. Connu pour son vaccin contre le Covid-19 en collaboration avec la société de biotechnologie allemande BioNTech, le groupe veut également "poursuivre ses investissements dans la fabrication de produits pharmaceutiques en France".

Deux nouvelles lignes d'assemblage et d'emballage

Lors des précédentes éditions de Choose France, Pfizer s'était engagé à investir plus d'un milliard d'euros (520 millions sur cinq ans annoncés en 2022 et 500 millions sur quatre ans annoncés en 2023). A ce jour,

plus des trois-quarts de ce montant, soit "plus de 730 millions d'euros ont déjà été alloués à des projets" de R&D, d'essais cliniques et de production pharmaceutique en France, souligne le groupe, qui ne détient pas d'usine en propre dans l'Hexagone. Pfizer, qui emploie 1.000 personnes en France, dit consacrer environ 40% de ses investissements en R&D à l'oncologie. AstraZeneca a annoncé de son côté un nouvel investissement de 388 millions de dollars (plus de 360 millions d'euros) pour développer et rendre plus "vert" l'ensemble de la production sur son site de Dunkerque (Nord) dédié aux maladies respiratoires. "Ce nouvel investissement sera notamment dédié à la création de deux nouvelles lignes d'assemblage et d'emballage" ainsi que "de nouveaux bâtiments", avec à la clé "une centaine d'emplois", détaille le groupe dans un communiqué.

INFORMATIQUE QUANTIQUE

IBM va investir 45 millions d'euros en France

Le géant américain de l'informatique va embaucher une cinquantaine de spécialistes du sujet dans les prochains mois. Le groupe américain IBM annonce un investissement de 45 millions d'euros dans l'informatique quantique pour développer son laboratoire de recherche en France, dans le cadre du sommet Choose France lundi, a confirmé une source proche du dossier à l'AFP. Cet investissement sur plusieurs années va mener à l'embauche d'une cinquantaine d'ingénieurs et de chercheurs d'ici 2025 pour permettre d'étendre au quantique les missions du centre d'IBM France Lab Paris-Saclay, a indiqué cette source, précisant une information du quotidien Les Echos. Lancé en 2019 et dédié à l'intelligence artificielle, ce laboratoire de recherche et développement aura pour but de mener des projets collaboratifs avec les entreprises, les start-up, les universités et les instituts sur l'informatique quantique, notamment sur la formation et la recherche appliquée autour de cette nouvelle technologie. Les ordinateurs quantiques sont appelés à transformer radicalement l'informatique, avec des puissances de calcul gigantesques, sans commune mesure avec les machines classiques. Les applications potentielles sont immenses dans l'industrie, en intelligence artificielle (amélioration de l'apprentissage automatique), dans la finance, ou encore dans l'optimisation des réseaux d'énergie ou des transports.

BATTERIES

Eurofins étend ses capacités de tests aux États-Unis

Eurofins, groupe français d'analyse de produits pharmaceutiques, alimentaires et de matériaux, a annoncé lundi étendre ses capacités de tests de composants de batteries aux États-Unis pour répondre à la demande croissante de ce marché. Un nouveau laboratoire de plus de 600 mètres carrés sera érigé à Sunnyvale en Californie, et son laboratoire de Syracuse (État de New York) sera étendu sur plus de 600 mètres carrés, a indiqué le groupe dans un communiqué. «Le marché des batteries connaît une croissance rapide en raison des véhicules électriques, mais aussi d'autres appareils électriques/électroniques», a expliqué le groupe. «La nécessité d'analyser les batteries à des fins d'ingénierie et d'analyse des défaillances s'étendrait logiquement pour répondre à ce marché», a-t-il poursuivi, sans communiquer le montant de cet investissement. «Les deux laboratoires viennent compléter les techniques et capacités de test de la division Eurofins EAG, couvrant plus de 150 techniques de test de matériaux», pour une variété de secteurs industriels, a souligné Eurofins qui a fait l'acquisition des laboratoires EAG en 2017. Eurofins EAG analyse la pureté des composants et réalise des tests de performance tout au long du cycle de vie des batteries «allant de la taille d'une pile bouton à un pack de batterie de véhicule électrique».

NOUVEAU MODÈLE

Le XPeng G6 Chinois arrive

Le constructeur chinois XPeng ajoute un troisième modèle à sa gamme en Belgique avec le SUV G6 qui vient concurrencer directement le Tesla Model Y.



Présent depuis peu en Belgique avec la berline P7 et le grand SUV G9, XPeng enrichit sa gamme avec un SUV Coupé qui doit tailler des croupières au Tesla Model Y : le XPeng G6. Ce dernier avance cependant plusieurs arguments qui pourraient faire pencher la balance en sa faveur face à la référence américaine.

Carrosserie, habitacle et dimensions

Le XPeng G6 est un SUV coupé qui affiche une longueur de 4753 mm de long pour 1920 mm de large et 1650 mm de haut. Sur le plan du style, la filiation avec les P7 et G9 est évidente au niveau de la face avant qui arbore le fameux XPeng X Robot Face. Mais c'est surtout le profil qui évoque ouvertement le Tesla Model Y. Très simple, la ligne ne manque pas d'élégance et affiche un Cx

très intéressant de 0,248. L'empattement de 2890 mm devrait assurer une belle habitabilité à bord tandis que XPeng annonce un volume de coffre de 571 l à 1374 l. Le mobilier de bord affiche un style très épuré et la planche de bord se caractérise par l'écran central de 15 pouces qui évoque automatiquement le Model Y. Cependant, XPeng propose un véritable tableau de bord numérique face au conducteur et de véritables commodos derrière le volant pour la transmission et les essuie-glaces et clignotants, ce qui ne devrait plus être le cas du Model Y restylé qui arrivera bientôt.

Spécifications, charge et performances

Reprenant la plateforme du G9, le XPeng G6 bénéficie d'une architecture en 800 V et sera proposé en trois versions : Standard Range, Long Range et Performance. Les deux premières se

contentent d'un seul moteur et diffèrent par leur batterie tandis que la troisième reprend la grande batterie et ajoute un second moteur, offrant la transmission intégrale.

- XPeng G6 Standard Range : Propulsion - 258 ch/440 Nm - 66kWh - 435 km
- XPeng G6 Long Range : Propulsion - 286 ch/440 Nm - 87,5 kWh - 570 km
- XPeng G6 Performance : 4x4 - 476 ch/660 Nm - 87,5 kWh - 550 km

XPeng annonce que la version Standard Range pourra recharger jusqu'à 215 kW tandis que les deux autres versions pourront monter à 280 kW. Lorsque nous avons testé le XPeng G9 équipé de la même technologie, il nous avait gratifié d'un pic de charge à 320 kW, donc ces valeurs semblent réalistes. Le constructeur chinois annonce un 0 à 100 km/h en 6,9 s, 6,7 et 4,1 s pour les Standard Range, Long Range et Performance, respectivement, la vitesse de

pointe étant limitée à 200 km/h dans tous les cas.

Prix et livraison

Comme la berline P7 et le SUV G9, le XPeng G6 sera distribué par Hedin Automotive et donc uniquement en Flandre dans un premier temps pour la Belgique. En termes de tarifs, le G6 Standard Range démarre à 42.990 €. En comparaison, un Tesla Model Y Propulsion est affiché à 45.970 € pour une autonomie de 455 km et des performances similaires. Notez que XPeng propose le G6 tout équipé avec la pompe à chaleur, la fonction V2L qui permet d'alimenter des appareils électriques, les sièges chauffants et ventilés, le volant chauffant, le toit panoramique, le double chargeur à induction, etc de série. Les seules options étant les teintes spéciales argenté, gris, orange ou noir à 800 € et l'attache-remorque rétractable à 1190 €.

Mitsubishi garantit ses voitures jusqu'à 8 ans ou 160 000 km

Le constructeur japonais étend la garantie jusqu'à huit ans ou 160 000 km sur tous les modèles de sa gamme. Jusqu'ici, Mitsubishi couvrait les problèmes de leurs autos jusqu'à cinq ans et 100 000 km, désormais la marque accorde trois ans et 60 000 km supplémentaires. Ces derniers mois, plusieurs constructeurs revolent leur politique de garantie avec plus de générosité. Dacia élargit sa couverture jusqu'à sept ans ou 150 000 km, Nissan propose le même service que son concurrent japonais et Toyota va plus loin, jusqu'à dix ans. En revanche, ces garanties sont en réalité renouvelées à la suite d'un entretien dans le réseau.

De son côté, Mitsubishi offre cette garantie dès l'achat d'un véhicule neuf, mais propose aussi de la renouveler pour les

propriétaires actuels. Il leur faudra passer en atelier d'ici la fin de l'année et opter pour un pack service.

Dans la gamme, les Space Star, Colt, ASX et Eclipse Cross PHEV en profitent. Le prochain Outlander prévu fin 2024 sera

logé à la même enseigne. À noter que cette nouvelle garantie est équivalente à celle des batteries de traction, permettant une meilleure compréhension de cette couverture dans sa globalité.

Six ans de plus que Renault

Les Mitsubishi Colt et ASX sont en réalité des Renault Clio et Captur rebadgés. Ces modèles sont techniquement identiques, pourtant la garantie diffère totalement selon que l'on pousse les portes d'une concession Mitsubishi ou Renault. La marque française ne propose que deux ans de garantie...

8 ANS ou 160 000 km GARANTIE

GRÂCE À SAMSUNG

Apple passerait enfin à l'iPhone pliable en 2026

Véritable serpent de mer technologique, l'iPhone pliable pourrait arriver plus tôt que prévu. Des rumeurs font écho d'un deal passé avec Samsung qui permettrait de faire de ce projet une réalité en 2026.

Apple a pris du retard sur le segment des smartphones pliables. Sur le marché, Samsung règne quasiment en maître depuis des années avec ses Galaxy Fold et Galaxy Flip. Et si des rumeurs évoquant un iPhone pliable courent depuis presque aussi longtemps que l'iPhone existe, il se pourrait que celles-ci deviennent une réalité dans pas si longtemps... grâce à un accord passé avec son concurrent N° 1.

Samsung prête son savoir-faire

Début mai, des rumeurs évoquaient en effet un premier appareil pliant chez Apple pour 2025. Plutôt qu'un iPhone, Apple se serait pour le moment orienté vers un hybride entre une tablette et un ordinateur, le tout avec un écran de 20 pouces et quelques. L'iPhone pliant serait quant à lui attendu pour 2026. Mais alors qu'on croyait le projet en pause depuis quelque temps, ces rumeurs ont gagné en crédibilité avec une nouvelle information dévoilée par Digtimes : Apple se serait allié avec Samsung pour la production d'un appareil pliant. Une nouvelle qui vient donc contredire des rumeurs qui expliquaient que les écrans Samsung n'avaient pas trouvé grâce aux yeux d'Apple, s'étant tous cassés « au bout de quelques jours ». Les informations concernant l'accord



entre les deux entreprises sont minces et il semblerait pour le moment que Samsung soit surtout impliqué dans la fabrication d'écran pour l'iPhone de 2026 et pas pour la machine attendue en 2025. Si voir les deux concurrents s'unir pour la production d'un iPhone pliable peut surprendre, il faut se rappeler que Samsung fournit déjà des écrans pour l'iPhone et plein d'autres fabricants de smartphones. Le business n'a que faire des rivalités.

Une bonne nouvelle pour Apple ?

Guerre de chapelle mise à part, cet accord pourrait être une bonne nouvelle pour les fans de la pomme. Les écrans

Oled de Samsung sont reconnus depuis longtemps pour leur qualité grâce à une calibration des couleurs impeccables, une luminosité généreuse et des contrastes frappants. Lors de notre test du Galaxy Z Fold 5 nous avons d'ailleurs salué le travail fait par l'entreprise coréenne sur l'afficheur interne du téléphone, à un détail près : la pliure. Toujours un peu trop visible, cette caractéristique inhérente au mobile pliant pourrait bien agacer Apple qui s'est toujours targué de sortir des produits aux finitions irréprochables. Soit l'entreprise a donc fait des concessions, soit elle a trouvé un moyen de rendre ce détail acceptable aux yeux du grand public. Affaire à suivre.

Les données de 49 millions de clients Dell compromises



Un cybercriminel a revendiqué une violation de données chez Dell et la vente d'un paquet comprenant les informations de 49 millions de clients. Pour accéder à ces informations, il a utilisé l'API d'un portail de partenaires en se faisant passer pour une entreprise. En fin de semaine dernière, Dell Technologies a envoyé un courriel indiquant « nous en-

quêtons actuellement sur un incident impliquant un portail Dell, qui contient une base de données avec des types limités d'informations sur les clients liés aux achats ». Cet envoi fait suite à la publication sur Breach Forum d'un message d'un certain Menelik revendiquant une violation de données de Dell avec à la clé la vente de 49 millions de données clients (grand public et

entreprise). L'archive comprend des informations sur les clients (de PC portables) avec des champs non financiers tels que la ville, le nom complet, l'adresse, la province, le code postal, le plan de garantie, le nom de l'entreprise, le numéro de commande, le numéro de client, la date d'expédition du système (date de commande) et le numéro de service unique à 7 chiffres du système.

Un accès via un portail partenaires

Le cybercriminel, dont le message a été effacé depuis, a été contacté par nos confrères de Bleepingcomputer. Il a donné des détails sur sa méthode pour dérober les données clients. Pour cela, il a découvert un portail pour les partenaires, les revendeurs et les détaillants qui pouvait être utilisé pour consulter les informations relatives aux com-

mandes. Menelik explique qu'il a pu accéder au portail en enregistrant plusieurs comptes sous de faux noms de société et qu'il a été validé en deux jours sans vérification. Une fois dans la place, il a généré des requêtes (5 000 par minute pendant 3 semaines) pour collecter les informations sans limitation. Au total, il a récupéré 49 millions d'enregistrements. Dell Technologies se veut néanmoins rassurant en soulignant dans son courriel que « les informations concernées ne comprennent pas les données financières ou de paiement, l'adresse électronique, le numéro de téléphone ou toute autre information client hautement sensible ». Reste que les informations subtilisées peuvent être récupérées pour l'établissement de profils par des sociétés de marketing et par des concurrents ou dans le cadre de campagne de phishing.

SERVICES CLOUD D'INFRASTRUCTURES

Un marché de 76 Md\$ au 1er trimestre 2024

Les dépenses des entreprises en services cloud d'infrastructures ont progressé de 21 % sur le premier trimestre 2024 d'après Synergy Research Group. Cela porte à 76 Md\$ ce marché dont près des trois-quarts captés par AWS, Microsoft et Google. Le marché mondial des services cloud d'infrastructures a entamé 2024 sur un très bon rythme. Selon Synergy Research Group, les dépenses des entreprises en matière d'IaaS, de PaaS et autres services de cloud privé hébergés ont en effet dépassé les 76 Md\$ au premier trimestre. Ce montant traduit une hausse des investissements 21 % par rapport à la même période en 2023. Le cabinet d'études indique qu'il s'agit du deuxième trimestre consécutif au cours duquel le taux de croissance en glissement annuel s'est nettement amélioré. En outre, la période allant de janvier à mars derniers est celle qui a connu la plus forte progression depuis le troisième trimestre 2022. Si cette dynamique très positive tient en partie à une relative détente du contexte économique mondial, elle est aussi le résultat de l'impact de la montée en puissance de l'IA et de la consommation de services cloud qu'elle génère.

Le marché devrait doubler de taille en quatre ans

« Fin 2022 et pendant une grande partie de 2023, les taux de croissance du marché du cloud étaient anormalement bas, à cause de facteurs externes. [...] En termes de taux d'exécution annualisé, nous avons maintenant un marché de 300 Md\$, qui croît de 21 % par an. Nous ne retrouverons pas les taux de croissance observés avant 2022, car le marché est devenu trop massif pour progresser aussi rapidement, mais nous le verrons continuer à se développer de manière substantielle », indique John Dinsdale, analyste chez Synergy Research Group. Le cabinet d'études s'attend désormais à ce que le marché mondial des services cloud d'infrastructures double de taille au cours des quatre prochaines années.

Le trio de tête des fournisseurs gagne 7 points de PDM

Il y a fort à parier qu'à l'issue de cette période, le secteur soit encore dominé par AWS, Microsoft Azure et Google Cloud. À eux trois, ils se sont partagé 72 % de la valeur du marché au premier trimestre 2024, contre 65 % un an plus tôt. La plus grosse partie de cette manne a, encore une fois, atterri dans les poches d'AWS qui a capté 31 % de parts de marché (PDM) sur trois mois. De leur côté, Microsoft et Google affichent des croissances plus prononcées qui ont porté leurs parts de marché respectives à 25 % et 11 %. Parmi les seconds couteaux de la fourniture de services cloud d'infrastructures, Huawei, Snowflake, MongoDB et Oracle sont ceux qui ont enregistré les plus fortes hausses de facturations.

Mots fléchés

Un compositeur surdoué (prénoms et nom) voitures pour enfants		Constante		Équipe anglaise		Méthodiquement		Lac italien		Petit technicien		Conducteur	
								Poèmes chantés		Monarque			
										Petite route			
Confirmation		Sens du bois		Taverne		Avant le repas						Petit médecin	
						Prénom arabe					Note de musique		
											Paragrap-hes		
Ecrivain français (André) Pente d'une montagne					Plumard				Temps d'une révolution	On en compte sept			
					Pays crée en 1948					Grande école			
					Affluent de la Vézère							Postérieur	
Fait		Lettre grecque				Sport individuel							Transpira
		Fin d'infinitif											
			Art martial aux Philippines						Sots				
			Sumom d'un dictateur fasciste						Cérium				
Durs						Prénom masculin		Baie jaune		Elle peut être écarlate			
Moqueries		Lieu de fouilles			Un sens					Petit recueil			
					Jadis la Thaïlande					Décoratif			
									Une armée naguère				Giraffidé
Pied de vigne		Sans classement							Ville d'eaux belge		Singes	Chrome	
		Annonce préalable											
			Vice					Restauration rapide					
			Anneau de cordage										
Aurochs				Fève de calabar		Facilité		Site jordanien					
Département français								Partie d'un violon					
					Astate			Gâté				Risquasse	
Malaxai							Berge		Évêque de Noyon				
Entourée autour													
					Formées de sel								Levés le cul
					Maitresse de Zeus								
Zone citadine			Plaisant						Empereur russe				
Amour violent			Terre										
							Prénom féminin				Connu		
							Métal précieux				Construite dans la baie de Douamenez		
Pour relier		Auteur de rumeurs			Instrument à vent				Dissous sous l'action d'un agent physique				
		Frivoles								Possessif			

Une délégation kenyane chez Naftal

Le Président- directeur Général de Naftal, Djamel Chardoud, a reçu, ce lundi au siège de la direction générale de Chéraga, l'Ambassadeur de la République du Kenya en Algérie, Peter_Katana_Angore, accompagné d'une délégation du ministère kényan de l'Énergie et du Pétrole, du PDG de la Kenyan National Oil Company (Nock) et de représentants d'entreprises kényanes activant dans le domaine de l'énergie. Cette visite à l'entreprise Naftal s'inscrit dans le cadre d'une tournée de la délégation kenyane au niveau des différentes installations du secteur de l'énergie en Algérie pour s'inspirer de l'expérience algérienne dans ce domaine et promouvoir la coopération entre les deux pays, précise un communiqué de Naftal.



SOMMET ARABE

Attaf participe à la
réunion
ministérielle
préparatoire

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf est arrivé, lundi après-midi à Manama (Bahreïn), pour participer à la réunion préparatoire de la 33e session ordinaire du Sommet arabe prévu le 16 mai au Royaume de Bahreïn, pays frère, indique un communiqué du ministère. L'ordre du jour de la réunion préparatoire portera sur « l'élaboration de projets de résolutions relatifs aux sujets qui seront inscrits à l'ordre du jour du Sommet, en tête desquels la cause palestinienne, ainsi que d'autres sujets liés à la sécurité nationale arabe, et à l'action arabe commune, dans ses dimensions politique, diplomatique, économique, social et culturelle », a précisé la même source. En marge des travaux de la réunion ministérielle, M. Attaf aura des rencontres bilatérales avec nombre de ses homologues de pays arabes frères, ajoute le communiqué.

CINQ ENFANTS MORTS PAR
NOYADE À LA PROMENADE
DES SABLETTES

Sept individus
arrêtés et placés en
garde à vue

Sept individus ont été arrêtés et placés en garde à vue suite au décès par noyade de cinq enfants à la plage de "La Promenade des Sablettes" à Alger, avec ouverture d'une enquête "approfondie" sur les circonstances exactes de l'incident afin de déterminer les responsabilités des personnes impliquées, indique lundi un communiqué du procureur général près la Cour d'Alger. "Conformément aux dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le parquet général de la Cour d'Alger informe l'opinion publique que suite au décès de cinq enfants par noyade à la plage de "La Promenade des Sablettes" le 11 mai 2024, lors de deux excursions, la première organisée par la Maison de jeunes "Chahid Mazari Lahcen" de la commune d'Aïn Boucif, et la deuxième par l'association "El Mordjane" de Médéa au profit d'enfants scolarisés, le parquet près le tribunal d'Hussein Dey a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire approfondie et minutieuse pour connaître les circonstances exactes des faits, savoir si les conditions légales et réglementaires de protection des enfants concernés par de telles activités ont été respectées, et déterminer la responsabilité de toute personne dont l'implication dans cet incident aura été prouvée," lit-on dans le document. Les premiers résultats de l'enquête préliminaire ont conduit à "l'arrestation et au placement de sept individus en garde à vue, en attendant la finalisation des procédures d'enquête, dont les résultats seront communiqués à l'opinion publique en temps opportun", conclut la même source.

R E.

CONCOURS NATIONAL UNIVERSITAIRE DE LA PROGRAMMATION
ET LA ROBOTIQUE À BISKRA:

15 projets innovants en lice
à la première édition

La première édition du concours universitaire national de la programmation et de la robotique s'est ouverte, lundi, à la Faculté des sciences et des technologies du pôle universitaire de Chetma de l'université de Biskra, avec la participation de 15 projets innovants de plusieurs universités nationales. Les participants, qui représentent les clubs scientifiques des facultés des sciences et des technologies de dix universités du pays, rivaliseront pour les trois premières places du concours prévu en trois étapes, a indiqué le coordonateur de la ma-

nifestation, Tarek Djoudi. La première étape porte sur la présentation du projet, la seconde son évaluation par le jury et la troisième la désignation des lauréats, a-t-il précisé, en soulignant que les projets concernent les domaines de l'intelligence artificielle (IA), la programmation, l'industrie, l'agriculture, la médecine, le développement durable, la lutte contre les incendies, la protection des personnes et des biens outre des applications de robotique. Cette initiative est une opportunité pour mettre en exergue les compétences de l'élite estudiantine universitaire à

travers des solutions innovantes à des problématiques de nombre de secteurs, ainsi que pour l'échange de connaissances entre les jeunes participants, a-t-il encore précisé. Cette manifestation scientifique a été précédée d'une période de formation des participants organisée en coordination avec la direction de l'animation universitaire du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pendant 30 jours pour développer leurs connaissances relatives à la conception de prototypes, la robotique et la programmation, a-t-on indiqué.

BLIDA

Exportation de 23 tonnes de verre plat vers la Tunisie

Vingt trois (23) tonnes de verre plat ont été exportés vers la Tunisie par une unité industrielle spécialisée dans la fabrication du verre de la région de Larbaâ, à l'est de la wilaya de Blida. Rentrant dans le cadre de la facilitation des exportations hors hydrocarbures, cette opération a été supervisée, hier dimanche, par la Direction régionale des douanes de Blida, qui a veillé au suivi des différentes procédures d'accompagnement et des facilités accordées aux opérateurs économiques pour l'exportation de leurs produits, conformément au nouveau système d'information des Douanes algériennes. "Cette opération d'exportation s'inscrit dans le cadre de l'exé-

cution du programme tracé par l'entreprise prévoyant l'affectation d'un taux de 70% de la production locale à l'exportation", a indiqué le directeur de la logistique de l'entreprise exportatrice "Mediterranean Float Glass" (MFG), Adel Ouhlila. Il a ajouté que la MFG, qui a déjà exporté ses produits vers plusieurs autres pays, dont l'Italie, l'Egypte et les pays des Balkans, projette de pénétrer les marchés des Etats-Unis d'Amérique, du Brésil et de l'Argentine. M. Ouhlila, qui a noté que l'entreprise est la 1ère à l'échelle africaine et 5e au niveau mondial en termes de production et de qualité, a loué "les facilitations douanières" accordées, ayant permis "une économie de temps et

d'efforts". De son côté, la sous-directrice de l'informatique et de la communication à la Direction régionale des douanes, Anissa Tadlaouia, a indiqué dans une déclaration à la presse que "le nouveau système d'information des douanes, entré en service en novembre dernier, a apporté d'importantes facilitations aux opérateurs économiques, dont la déclaration à distance des marchandises destinées à l'exportation". Ce même système prévoit, aussi, l'exemption des opérateurs économiques agréés du contrôle immédiat des marchandises, dit circuit vert. Les services des douanes veillent, également, à l'accompagnement des exportateurs en leur assurant une

formation sur le nouveau système d'information, en vue d'une exploitation optimale de ce dernier, l'objectif étant d'arriver à réaliser des transactions avec zéro papier, selon la même source. Dans le même sillage, le contrôleur général à la Direction régionale des douanes de Blida, Belkacem Rouissi, a affirmé que l'opérateur économique exportateur "bénéficie d'une attention particulière et un accompagnement lui est assuré à toutes les étapes de l'opération d'exportation, soit de la production, à la prospection de clients, et enfin au chargement de la marchandise vers sa destination à l'étranger".

R E.

IRAK

Plusieurs contrats pétroliers et gaziers remportés
par des entreprises chinoises

Des entreprises chinoises ont remporté plusieurs appels d'offres pour l'exploration de dix champs pétroliers et gaziers irakiens lors de nouveaux cycles d'attribution de licences, a annoncé lundi, le ministère irakien du Pétrole. Ces cycles d'octroi, qui ont duré trois jours et se sont terminés lundi, ont concerné 29 champs pétroliers et gaziers dans 12 provinces, y compris un bloc offshore --le premier dans les eaux territoriales irakiennes du Golfe-- mais qui n'a pas reçu d'offre. Sept entreprises chinoises ont remporté dix projets, dont huit champs pétroliers et deux avec des

réserves potentielles de pétrole et de gaz, tandis que la société irakienne KAR a obtenu trois champs, a indiqué le ministère. Ces dernières années, la Chine s'est fortement implantée en Irak en étendant sa présence dans les domaines du pétrole et de la construction, devenant l'un des principaux importateurs de brut irakien. L'Irak fait également partie de la vaste initiative chinoise de nouvelles routes de la soie ("la Ceinture et la Route") et, dans le cadre d'un accord "pétrole contre construction" conclu en 2019, les projets de construction d'infrastructures en Irak sont financés

par la vente de 100.000 barils par jour de pétrole irakien à la Chine. Deuxième pays exportateur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), l'Irak produit en moyenne quatre millions de barils de brut par jour et dispose de 145 milliards de barils de réserves prouvées de pétrole. Avec ses réserves, le pays pourrait continuer à exploiter l'or noir au même rendement pendant encore 96 ans, selon la Banque mondiale. Samedi, le ministre du Pétrole, Hayan Abdel-Ghani, a dit espérer que l'Irak augmente ses réserves pétrolières à plus de 160 milliards de barils.

AUTOROUTE EST-OUEST

Réalisation d'une nouvelle pénétrante de à Sidi Salem

Les travaux de réalisation d'une nouvelle pénétrante de l'autoroute Est-ouest, à partir de Sidi Salem, sur les hauteurs de la commune de Bouârfa (wilaya de Blida), en passant par la cité Derioueche, de la même localité, ont démarré dernièrement, selon la direction locale des travaux publics. Cette nouvelle voie autoroutière facilitera le trafic sur l'axe Sidi Salem/Derioueche, sur lequel une intensification du trafic est attendue lorsque des milliers de citoyens rejoindront leurs nouveaux logements actuellement en réalisa-

tion au niveau du site de Drioueche, a indiqué, le directeur du secteur, Abdelkrim Selaimia. Le projet de la pénétrante porte sur la réalisation d'un ouvrage d'art, dont les travaux ont été lancés récemment pour un délai de huit (8) mois pour une enveloppe de près de 80 millions de DA, a ajouté le même responsable. L'ouvrage, inscrit au titre du programme sectoriel décentralisé, est destiné à relier la commune de Chréa à la région de Sidi Salem (Bouârfa) en passant par la cité Derioueche et rejoindre l'autoroute Est-ouest,

sur une distance de 17 km, a-t-il précisé. A sa mise en exploitation, cette pénétrante permettra l'ouverture d'une nouvelle voie vers la région touristique de Chréa, à partir de Bouârfa, ce qui va atténuer la pression sur la RN 37 reliant Blida à Chréa, théâtre d'encombrements intenses, notamment en période de chutes de neige, a expliqué M. Selaimia. Ce nouvel axe permettra, aussi, aux visiteurs de la région de Chréa de rejoindre directement l'autoroute Est-ouest et d'éviter les bouchons de la ville de Blida, selon la même source.